

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boite Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LÉNINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

1<sup>re</sup> ANNEE  
LUNDI 28 AVRIL 1968



**PORTONS HAUT LEVES LES DRAPEAUX ROUGES DU PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE MAI 68!**

## VIVE LE 1<sup>er</sup> MAI

# Journée internationale de lutte des travailleurs !

### DANS CE NUMÉRO...

- UN TEXTE DE MONMOUSSEAU  
SUR LE 1<sup>er</sup> MAI : LE MUGUET  
ROUGE (p. 4)
- ETUDES MARXISTES-LÉNINISTES  
DANS LES ENTREPRISES :  
NOS SALAIRES (p. 5)
- ANALYSE : LA FASCISATION EN  
FRANCE ET NOS TACHES (p. 6-7 et 8)
- BILAN DES LUTTES INTER-  
NATIONALES (p. 9)
- COMMERÇANTS ET ARTISANS  
(p. 11)
- MAO TSÉ-TOUNG SUR L'ÉDIFI-  
CATION DU PARTI (p. 12)

La crise politique ouverte par le rejet du texte instituant la régionalisation et la réorganisation du Sénat s'inscrit dans le cadre de la crise générale du capitalisme. Elle constitue, en France, la troisième manifestation spécifique des difficultés de plus en plus profondes rencontrées par la bourgeoisie pour solutionner ses contradictions internes et celle qui l'oppose, fondamentalement, aux forces productives, à la classe ouvrière. Elle proclame l'impossibilité pour la classe dominante de perpétuer son pouvoir sous sa forme ancienne. Après le printemps révolutionnaire de 1968, son contenu de révolte idéologique et d'explosion sociale, après la débacle monétaire de novembre provisoirement stoppé au bord du gouffre, voici aujourd'hui la première dislocation politique de la classe exploiteuse. Fissure sérieuse qui se serait produite dès juin 1968 sans la trahison des dirigeants révisionnistes du Parti « communiste » français.

Pour gérer et défendre efficacement les intérêts des grands monopoles capitalistes, une partie de la bourgeoisie réactionnaire ne fait plus confiance à De Gaulle. Mais il ne s'agit nullement d'une question « d'homme », d'une rivalité de personnes. Croire que cette attitude traduirait seulement les appétits politiques de quelques politiciens arrivistes consisterait à ne pas discerner le fond même de la situation. Les hommes des monopoles sont affolés et divisés d'une part par leurs divergences tactiques, d'autre part par leurs contradictions internes qu'exacerbe l'approfondissement de la crise et que précipitent les coups portés par les luttes de la classe ouvrière et de l'ensemble des forces révolutionnaires conséquentes.

Mais le principal artisan de la victoire des « Non », c'est avant tout le peuple, celui qui peine, souffre et aspire à se libérer du joug de plus en plus insupportable du régime capitaliste. C'est une réalité objective : saisissant l'occasion « électorale » de ce scrutin, la classe ouvrière et les masses laborieuses ont entendu manifester leur mécontente-

ment, leur hostilité au pouvoir des monopoles, leur volonté de changement.

Il serait grave que ce résultat, auquel ont contribué de toutes leurs forces les marxistes-léninistes, illusionne les travailleurs et favorise l'active entreprise de mystification des dirigeants révisionnistes.

La victoire des « Non » ne porte en aucune façon un coup décisif, encore moins final, au pouvoir de la bourgeoisie. Rien n'est joué, rien ne se jouera seulement dans les urnes. Plus que jamais, les électeurs vont pouvoir se convaincre très rapidement que leurs bulletins de vote ne suffisent pas pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Nous n'avons cessé de proclamer et proclamons aujourd'hui à nouveau que le résultat de ce scrutin ne saurait rien régler, sans être suivi de l'intervention concrète et puissante des masses dans un combat de classe prolongé.

Avant la fin de la campagne électorale, les politiciens réactionnaires, partisans du « oui » comme partisans du « non », s'employaient fébrilement à mettre sur pied les solutions de rechange possibles. De Giscard d'Estaing à Defferre, chacun ménageait De Gaulle, chacun proclamait son allégeance au capitalisme monopoliste d'Etat. Poher est même allé jusqu'à supplier le Président de la République « de ne pas s'en aller ».

En vérité la lutte de classes continue, s'aiguise, s'approfondit. Et voici les Waldeck Rochet et consorts au pied du mur : leur politique « d'unité de la gauche », de « programme commun » qui a si longtemps justifié le rôle de force d'appoint joué par la classe ouvrière, sous leur direction, en faveur de la bourgeoisie dite « de gauche », cette politique de capitulation et de trahison des intérêts de classe du prolétariat débouche sur l'impasse.

La réaction n'entend même pas se servir de la « démocratie avancée » et cherche une solution écartant le recours aux services de la nouvelle sociale-démocratie révisionniste. Elle redoute ouver-

(Suite page 12)

**NON : Première étape**

**SEUL**

**LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE PROLONGÉ**

**ABATTRA LE CAPITAL**



Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES GREVES PRECEDENTES

- OPELEM-MAGNETO A SCEAUX : cinquième semaine de grève pour les 43 heures payées 48, l'égalisation des salaires de base, la reconnaissance de la section syndicale, le respect de la convention collective, la création d'une commission d'hygiène et de sécurité; contre les menaces de licenciement des grévistes et pour le paiement des jours de grève.
- FENWICK A SAINT-OUEN : suite de la grève pour l'augmentation des salaires et la suppression des différences de taux dans une même catégorie.
- BALENCY-SCHUHL A PERPIGNAN : suite de la grève pour l'augmentation des salaires.
- LABAZ EN GIRONDE : suite de la grève pour l'augmentation des salaires.
- CIFTE A SAINT-PIERRE-MONTLIMART (MAINE-ET-LOIRE) : suite de la grève pour l'augmentation des salaires.

DIMANCHE 20

- DOCKERS DU HAVRE : refus de travailler le dimanche et la nuit. Empêchent l'accostage d'un paquebot obligé de poursuivre sa route sur l'Angleterre.

LUNDI 21

- CARTOUCHERIE DE SURVILLIERS : débrayage contre les mauvaises conditions de sécurité à la suite d'un accident grave survenu à une jeune ouvrière.
- LYCEE LOUIS-LE-GRAND A PARIS : 30 élèves expulsent un député U.D.R. du Conseil d'administration de l'école.
- DES JEUNES DE BREST perturbent une réunion gaulliste pour le référendum.

MARDI 22

- SOCIETE METALLURGIQUE DE NORMANDIE A CAEN : grève pour l'augmentation des salaires.
- SNECMA A CORBEIL : premières série de débrayages contre les menaces de licenciement dues à la réduction des crédits gouvernementaux pour la construction du « Concorde ».
- CAISSE D'EPARGNE DE TOULON : grève illimitée entraînant la fermeture de 30 succursales du département, pour protester contre l'installation d'un ordonnanceur dont les frais d'entretien réduiront les primes de fin d'année.
- LES ETUDIANTS ARRETES lors de l'occupation du rectorat, maintenus sous les drapeaux malgré le jugement en leur faveur du Conseil supérieur de l'Education Nationale, demandant à ce dernier leur libération.
- LYCEE AMPERE A LYON : plusieurs centaines d'élèves occupent 7 heures le Conseil des prud'hommes, installé dans les locaux du lycée, pour exiger son évacuation et l'installation, à sa place, d'un foyer socio-éducatif. Ils sont vivement critiqués par la C.G.T.
- ECOLES DES BOUCHES-DU-RHONE : grève des cours pour protester contre le manque de crédits scolaires, de maîtres et de locaux. Grève de solidarité des commerçants de La Ciotat.
- 800 JEUNES DE RENNES perturbent une réunion gaulliste pour le référendum qui réunit quatre ministres.

MERCREDI 23

- PAPETERIES DE FRANCE A ALFORTVILLE, GENEVILLE, LANCEY, BRIGNOUD, PONTCHARRAT, SOUCHES ET FURES-LUX : grève contre le licenciement de 500 ouvriers.
- MENUISERIES GUYON A PARIS : grève pour l'augmentation des salaires.
- CENTRES TECHNIQUES RENAULT A RUEIL : grève des professionnels pour la revalorisation de leur coefficient professionnel en raison de l'augmentation de la technicité de leur travail.
- COMPTEURS DE MONTROUGE A CHATEAUROUX : débrayage pour l'augmentation des salaires, la fourniture gratuite de bleus de travail, la prime de transport, la réduction du temps de travail.
- LYCEE HENRI-IV A PARIS : 20 élèves interrompent la réunion du Conseil d'administration pour protester contre la présence d'un député U.D.R.

JEUDI 24

- IMPRIMERIE DES TIMBRES-POSTE A PARIS : grève pour protester contre le transfert de l'imprimerie à Périgueux.
  - REPORTERS DE LA PRESSE FILMEE (ECLAIR, FOX, GAUMONT, PATHE) : grève générale et illimitée pour le respect des accords signés en juin 1968.
- NOTE. — Les délais d'impression, cette semaine ne nous ont pas permis de tenir cette rubrique complète. Nous la reprendrons donc la semaine prochaine

SOUSCRIPTION NATIONALE

Souscriptions précédentes .....		3 570
Souscripteurs	Ville	Fr
Diffuseurs H.R. Maubert	Paris	30
Diffuseurs H.R. Mont-rouge .....	Montrouge	70
Fac. de Médecine ....	Paris	700
Librairie Gît-le-Cœur ..	Paris	210
Bagneux groupe H.R. ..	Bagneux	150
Travailleurs et étudiants groupe de soutien H.R.	Levallois	200
groupe de soutien H.R.	Toulouse	90
groupe de soutien H.R.	Strasbourg	100
groupe de soutien H.R.	Rennes	200
groupe de soutien H.R.	Rennes	20
groupe de soutien H.R.	La Flèche	50
groupe de soutien H.R.	Paris	200
		5 590

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE

	Abonnement ordinaire	
6 mois	20 F	
1 an	40 F	
	Abonnement de soutien	
	40 F	
	80 F	

Du fait de sa conception bourgeoise de rentabilité des « affaires », le P. « C. » F. a comme principal souci d'obtenir par démagogie, voire par chantage, une multitude de « petits sous » des travailleurs, à commencer par les scandaleux 0,60 F quotidiens d'une Huma-révisionniste pleine de publicité et de mensonges. C'est avec cette publicité capitaliste surtout, et avec ces « petits sous » que se fait la grande fortune du « Parti Commercial et Financier » (placements de capitaux dans des affaires commerciales nationales ou d'export-import avec les pays révisionnistes...).

Pis encore, ce tison sert à alimenter une armée de bonzes serviles qui, à l'occasion, sont prêts à faire le coup de poing contre nos afficheurs de H.R. (voir notamment n° 10, page 8) et contre tout camarade qui mène un juste combat anti-révisionniste.

A l'opposé d'une telle « politique » financière anti-communiste, notre souscription permanente à H.R. est donc pour toi un premier geste, indispensable, de solidarité politique avec la presse révolutionnaire marxiste-léniniste de France, un premier geste à faire en plus des nécessaires informations, suggestions et critiques à nous communiquer.

La bataille politique de H.R. c'est aussi la bataille pour sa diffusion, pour son amélioration, pour son maintien à 1 F par semaine.

Nous sommes en butte à toutes sortes de sabotages dans la distribution N.M.P.P. ou P.T. (1), à des manœuvres d'intimidation sur les imprimeurs, à des répressions contre les diffuseurs.

Camarades, ce sont là des raisons de plus de tout faire, sur les plans financier, rédactionnel et militant, pour que l'Humanité-Rouge soit présente partout au service des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels, au service de la révolution.

H. R.

(1) Sauf impossibilité, il est important d'acheter de préférence H.R. à nos diffuseurs ou par abonnement, car sur le franc donné au kiosque N.M.P.P., il nous revient moins de cinquante centimes!

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

C.C.P. La Source 30226.72

9<sup>e</sup> Congrès du P.C.C.

Le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois s'est clôturé triomphalement le 24 avril. Nous sommes persuadés que l'ensemble des forces révolutionnaires dans le monde seront plus fortes de savoir le P.C.C. épuré radicalement des éléments et influences révisionnistes, de voir dans le P.C.C., plus puissant que jamais, le bastion imprenable de la révolution. Ils seront ainsi encouragés dans leurs propres luttes révolutionnaires, et s'appliqueront à mieux étudier et appliquer la pensée de Mao Tsé-toung; celle-ci a guidé toutes les étapes victorieuses de la révolution chinoise, dont l'actuelle Grande Révolution Culturelle Proletarienne, et elle a guidé en particulier l'édification du glorieux Parti communiste chinois.

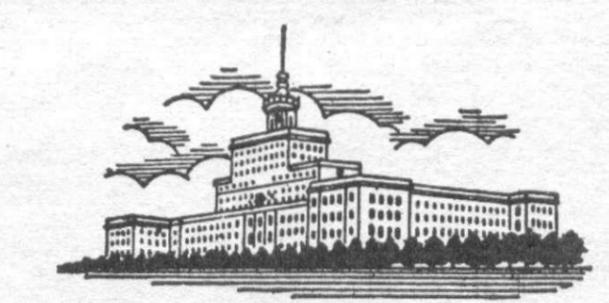
Nous donnons, à cette occasion, un choix de citations du président Mao Tsé-toung, paru dans « Pékin-Information n° 15 », sur l'édification du parti (page 12) et ci-dessous, des extraits du 2<sup>e</sup> communiqué de presse du Présidium du IX<sup>e</sup> Congrès du P.C.C.

Le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, au

5 h 00 - 5 h 30	sur 31 - 42 m
14 h 30 - 15 h 00	sur 31 - 42 m
	(ondes courtes)
16 h 00 - 16 h 30	+ 215 m
	(ondes moyennes)
18 h 00 - 18 h 30	sur 31 - 42 m
20 h 00 - 20 h 30	sur 31 - 42 m
21 h 00 - 21 h 30	sur 31 - 42 m
22 h 00 - 23 h 00	sur 31 - 42 m
	(ondes courtes)

RADIO PEKIN

19 h 30 à 20 h 30	sur 30 m
20 h 50 à 21 h 30	32 m
21 h 30 à 22 h 30	42 m
22 h 30 à 23 h 30	43 m
	45 m
	(ondes courtes)



# ACCORD SUR L'EMPLOI : LES BONZES S'INTEGRENT AU SYSTEME CAPITALISTE

Le 10 février 69, un accord sur la sécurité de l'emploi a été signé entre le C.N.P.F. et les confédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O., etc. C'est l'aboutissement de discussions commencées le 26 septembre 68!

Les bonzes révisionnistes et réformistes ont aussitôt entonné des chants de victoire, même les représentants du patronat? D'ailleurs, « Les Echos » du 11 février, parlant des conclusions de l'accord, s'expriment : « C'est l'apparition d'un nouveau style de rapports sociaux, où la compétence technique, la conscience des réalités économiques et une certaine confiance mutuelle, se substituent aux surenchères, aux rapports de force et aux arrière-pensées politiques ».

Tout cet amalgame se réjouit de cet accord, bonzes syndicaux et exploitateurs; alors c'est forcément mauvais pour la classe ouvrière, car nous savons bien que les intérêts des travailleurs sont inconciliables avec ceux des capitalistes.

Examinons donc de plus près ces miraculeux accords qui contentent à la fois les dirigeants syndicaux et les patrons.

Le préambule parle des problèmes de « l'assouplissement » de l'âge de la retraite, puis « d'une réduction progressive de la durée du travail, constituant un élément d'une politique active de l'emploi ». (Paragraphe 1). Alors travailleurs, la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 pour les femmes, la semaine de 40 heu-

res sans diminution de salaires, c'est repoussé aux calendes, ces revendications importantes de la classe ouvrière?

Au paragraphe 4, il est dit que les patrons ne peuvent plus envisager de licenciements sans en discuter au préalable avec le comité d'entreprise... Encore une sacrée bonne nouvelle! Mais vous serez quand même licencié, jeté à la rue. Maintenant on prendra des formes.

Le titre 1<sup>er</sup> dit tout : « généralisation de commissions paritaires de l'emploi ». Neuf articles y sont consacrés, qui prévoient la constitution de commissions paritaires nationales, régionales, à mettre en place avant le 31 mai 69 dans les différentes régions, et leur fonctionnement. Ici, toute la bureaucratie apparaît sous son véritable visage de collaboration de classes.

Dans le titre 2<sup>e</sup>, intitulé : « Information et consultation de comité d'entreprise sur les projets de licenciements collectifs pour raisons économiques », les articles 13 et 14 prévoient des délais à respecter entre la réunion du comité d'entreprise et le licenciement collectif; le délai est de huit jours si le nombre de licenciés prévus est compris entre 10 et 49, de quinze jours entre 50 et 99, d'un mois pour un licenciement supérieur à 100, cela dans le cas de raisons dites conjoncturelles. Exemple : difficultés économiques. Lorsqu'il s'agit de concentration, de fusion, de restructuration, les délais seront plus importants, bien sûr!

- 1 mois pour un nombre de licenciés de 10 à 199;
- 2 mois entre 200 et 299;
- 3 mois pour plus de 300 licenciés.

Puisqu'enfin, c'est un « succès », M. Bercot, de chez Citroën, et tous les exploitateurs peuvent se réjouir de l'intégration des syndicats révisionnistes et réformistes au système capitaliste!

Le titre 3<sup>e</sup> « Garanties prévues en cas de mutation et de licenciement collectif d'ordre économique », de l'article 15 à l'article 26, ce n'est que bavardage. Lorsque l'entreprise procédera à des mutations internes et qu'elle n'aura pu éviter le déclassement, l'employeur maintiendra le salaire antérieur pendant la durée égale au préavis qui serait appliqué en cas de licenciement » (art. 17). En outre, si un déclassement entraîne une réduction de son salaire d'au moins 10% et après deux ans d'ancienneté, le salarié pourra percevoir une indemnité dégressive pendant quatre mois, selon les pourcentages de la différence entre l'ancien et le nouveau salaire (art. 18).

- pour le 1<sup>er</sup> mois : 80 %;
- pour le 2<sup>e</sup> mois : 60 %;
- pour le 3<sup>e</sup> mois : 40 %;
- pour le 4<sup>e</sup> mois : 20 %.

Bien entendu, sur la base des 40 heures! Pas question de tenir compte de l'horaire effectué! Le salarié muté bénéficiera même d'une priorité de reclassement pendant un an (art. 21 [sic]).

Voilà les nouveaux accords, les nouveaux « acquis » signés par le chef de file de la délégation C.G.T., le révisionniste Krasucki!

Après la trahison de mai, les bonzes syndicaux pratiquent de plus en plus la collaboration de classes, au nom de la classe ouvrière!

Ces quelques poussières de miettes nous montrent que c'est sur ses propres forces que la classe ouvrière doit compter et non sur les alliés du pouvoir des monopoles.

Que partout les travailleurs syndiqués et non syndiqués élèvent leur voix, demandent, exigent des comptes sur ces prétendus accords qui ne représentent nullement les intérêts de la classe ouvrière, mais relèvent purement de la pratique réformiste.

Que partout les travailleurs s'organisent à la base, en créant ou en renforçant sur les lieux de travail des comités de base.

Pour terminer, nous emprunterons cette citation à « Esquisse d'une histoire de la C.G.T. » : Or, l'expérience historique prouve que le succès des revendications économiques, sociales et politiques ne reposent pas sur l'association des ouvriers aux destinées du capitalisme; il dépend pour l'essentiel de la lutte contre le capital ».

Nota. — Comme nous l'avons annoncé la semaine dernière, nous revenons sur les résultats des élections chez Citroën, l'article qui suit est tiré de « la Base ouvrière », bulletin du comité de base et du comité d'action Citroën. Ajoutons à l'article des camarades de Citroën que si le S.I.S.C. a gagné des voix, la responsabilité en incombe évidemment avant tout à la C.G.T. Les travailleurs n'ont pas oublié Grenelle, la récupération, les débrayages sabotés.

De plus, les bonzes n'ont rien entrepris pour s'opposer aux attaques du S.I.S.C.

Et c'est sans directives, sans organisation que les travailleurs ont néanmoins réussi à barrer la route au S.I.S.C.

N.D.L.R.

## MALGRÉ LES CHIFFRES, ECHEC DE BERCOT, VICTOIRE DES TRAVAILLEURS!

Les élections viennent de se terminer. Le S.I.S.C. annonce une grande victoire mais les jaunes eux-mêmes ont du mal à y croire. A tel point que dans les ateliers et bureaux ils ne cachent pas leur déception. Les pauvres! Ils n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts.

D'abord, l'offensive de charme. On vous propose un commissionnement, de la rallonge, une promotion en échange d'une carte. Bref, une sorte de trottoir où on ne perd pas son pucelage mais où on perd sa dignité en passant dans le camp des vendus.

Pour le S.I.S.C. c'est déjà un échec. La carotte qu'il tendait lui est restée entre les mains.

Mais il y a aussi le bâton. C'est les agents de secteur, les flics, les interprètes, les chefs, qui menacent, exercent des pressions. Juste avant les élections, ils ont glissé dans la poche de nombreux travailleurs immigrés des bulletins S.I.S.C. et leur ont dit : « au bureau de vote on vous surveillera; si vous prenez des bulletins C.G.T. ou C.F.D.T. on vous retire votre carte de travail, on vous met à la porte ».

Mais le chantage à la carte de travail, le vote sous le regard des chefs, les bulletins dans la poche sont restés sans effet. En grande majorité, les chaînes ont voté pour des délégués C.G.T. ou C.F.D.T.

Pour le S.I.S.C. l'échec est cuisant. Le bâton qu'il brandissait lui est tombé dans les roues, grâce à la détermination des travailleurs qui ont su résister aux chantages et aux pressions.

Enfin, pour nous travailleurs, l'attitude des agents de maîtrise, cadres et techniciens est particulièrement réconfortante. Plus de 2000 d'entre eux ont voté soit nul, soit pour des délégués C.G.T. ou C.F.D.T.

Pour Bercot l'échec est encore plus cuisant.

Le S.I.S.C. peut se targuer d'avoir gagné le 10%. C'est vraiment l'échec, car ces 10% où les a-t-il trouvés? Dans les ateliers ou dans les bureaux?

Dans les ateliers, bien sûr, où les pressions aussi sont très fortes et où s'est développé un certain sentiment de supériorité à notre égard. Mais eux aussi sont victimes de Bercot et du capital, même s'ils se sentent privi-

légiés. Et c'est contre Bercot et le capital que nous devons lutter.

*Avons nous attendu après les bureaux pour nous mettre en grève en mai? Non, et c'est là que se situe l'échec du S.I.S.C. de Bercot. Car les machines que nous faisons tourner, les chaînes que nous faisons avancer, nous pouvons les arrêter quand nous voulons, nous pouvons les ralentir à notre gré : la production est entre nos mains, c'est ce qui fait notre force.*

Quant à la C.G.T., elle annonce qu'une fois de plus les travailleurs lui ont accordé leur confiance. Mais pour qui les travailleurs ont-ils voté, pour l'appareil ou pour les militants?

Certains noms ont été rayés jusqu'à 50 fois.

Il y a eu 900 bulletins blancs. Face au danger du S.I.S.C., les travailleurs n'ont pas fait confiance à l'appareil de la C.G.T., mais aux militants sincères :

Les élections, ce fut une lutte. Résister aux pressions, c'est une lutte; prendre un bulletin C.G.T. ou C.F.D.T. devant un chef qui quelques instants plus tôt vous a dit de ne pas le faire sous peine de retrait de la carte de travail ou de mise à la porte, c'est lutter contre Bercot, contre l'exploitation. Et cette lutte Bercot l'a perdue, la C.G.T. ne l'a pas gagnée, car les travailleurs ont démontré leur volonté d'écarter les bonzes.

Et maintenant? Aller plus loin? Comment? Avec la C.G.T.?

Dans certaines usines des travailleurs ont trouvé la réponse. Ils ont créé leurs propres organisations. Pas de bonzes; des syndiqués et des non syndiqués, français et immigrés.

UNE REELLE VOLONTE DE LUTTE.

UN RECONFORT DE NE PAS ETRE ISOLE.

UNE ARME CONTRE LE PATRON.

UN SEUL BUT : EN FINIR AVEC L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

Au départ ces organisations, c'était 2 ou 3 ouvriers réunis dans un café, que d'autres ont rejoint et encore d'autres...

CE SONT LES COMITES DE BASE, CREES PAR LES TRAVAILLEURS POUR MENER LEUR LUTTE.



## 3-SUISSES (Nord) : Bilan de l'action

Les « Trois Suisses » est une maison de vente par correspondance; le personnel n'y a aucune qualification valable en dehors de l'usine et est surtout composé en majorité de femmes et de jeunes. Les conditions de travail des femmes y sont très dures pour un salaire horaire variant entre 3,54 F et 4,40 F. Avant mai 68, il n'y avait eu aucun mouvement, chacun était isolé, l'esprit de solidarité ouvrière n'y existait pas, « chacun pour soi, et dieu pour tous », tel était en quelque sorte la mentalité entretenue en cela par une direction habile, très ouverte au dialogue; les syndicats existaient depuis longtemps : C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.C. et puis depuis janvier 1967, C.G.T. En réalité, les délégués étaient coupés de la base et ne servaient que d'intermédiaires entre les travailleurs et la direction. La C.G.T. au départ a essayé de changer cet état de chose, mais dominée par des éléments sous contrôle des révisionnistes locaux du P. « C. » F. elle s'est vite mise au « diapason de la maison ».

Mai 1968 fut une explosion dans l'usine, la grève dura quinze jours et on occupa les locaux de l'entreprise, mais jamais la situation n'échappa aux dirigeants révisionnistes et réformistes de la C.G.T.-C.F.D.T.; le « piquet de grève » n'a jamais dépassé une trentaine de travailleurs sur deux mille, montrant très bien que les bonzes syndicaux ne voulaient jamais populariser la grève en y faisant participer tous les travailleurs.

Puis, le travail reprit et tout rentra dans l'ordre, mais on sentait bien que ce n'était plus comme avant, que ce ne serait jamais plus comme avant, la maîtrise était moins prétentieuse, elle rencontra en face d'elle une sorte de « résistance passive » opposée par les travailleurs.

La grève nationale de la C.G.T. du 12 février, d'une heure avant la fin du travail fut très peu suivie, 5% à peu près. Bien que cette centrale ait considérablement augmenté le nombre de ses voix lors des dernières élections, elle possède au C.E. et au D.P. trois sièges sur sept, alors qu'auparavant elle n'en possédait qu'un, la C.F.D.T. en a également trois et F.O. un.

« La victoire est dans la lutte ». C'est une vérité dont les travailleurs des Trois-Suisses ont pu déjà apprécier l'importance.

Le 17 avril, des avantages sensibles ont été obtenus en matière de salaire, le 15, pourtant, le patron avait fermé les dossiers et clos la réunion paritaire disant par là, que l'os qu'il jetait aux travailleurs était assez gros à sa convenance, c'est cela le dialogue, la participation capitaliste. Pourquoi le changement? Pourquoi ce recul des patrons Trois-Suisses réputés pour leur très grande habileté pour exploiter les ouvriers-

Parce que entre deux il y a eu le 16 avril et un mouvement de grève exprimant la volonté des travailleurs de n'être plus considérés comme des chiens.

Le 16 avril, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (quoique dans leur tract, disant qu'ils n'avaient pas signé les accords de la réunion paritaire de la veille,

ils n'appelaient pas ouvertement à la grève) quelque quatre cents travailleurs cessèrent le travail vers 8 heures, c'est-à-dire une demi-heure après le début de celui-ci, se rendirent à la cantine de l'entreprise et y manifestèrent leur mécontentement. Dès 11 heures, les syndicats cherchèrent à briser le mouvement sous prétexte que la direction avait accepté de recevoir les délégués le vendredi 18 août, mais devant la détermination des travailleurs de lutter jusqu'à la victoire, les bonzes reculèrent. Vers 16 h 30, le directeur s'adressa aux travailleurs en grève, donnant sa parole d'honneur de provoquer une nouvelle réunion paritaire dès le lendemain matin, si le travail reprenait, afin de revoir les barèmes de salaires, principale revendication.

Le lendemain, la direction a accepté quelque à un taux légèrement inférieur, les propositions syndicales.

En effet, dans une usine de vente par correspondance, il n'y a pas de réserve, on travaille au jour le jour, d'après les commandes de la clientèle, toute entrave peut causer des pertes de plusieurs dizaines de millions d'AF par jour. On peut mesurer alors l'effolement de la direction devant un tel mouvement.

Cependant, il est bizarre et significatif que les directions syndicales n'aient pas lancé ouvertement l'ordre de grève, montrant par là, leur démission devant leurs responsabilités vis-à-vis des travailleurs. Il est tout aussi significatif qu'un permanent syndical dépêché sur les lieux, ait d'abord cru plus probable le déclenchement d'une grève aux « Trois-Suisses » et ait ensuite tout fait pour briser le mouvement, montrant par là que avant tout il désirait ménager les bonnes grâces des patrons.

NON, messieurs les bureaucrates syndicaux vous ne saboterez plus si facilement les justes luttes ouvrières, et de toute façon vous ne dévoilez que votre véritable visage.

Les travailleurs en lutte contre l'exploitation capitaliste ne doivent compter avant tout que sur leurs propres forces, savoir prendre leurs résolutions, ne reculer devant aucun sacrifice pour arracher la victoire.

Face aux capitalistes et aux directions syndicales corrompues, un seul devoir s'impose : s'unir au coude-à-coude, pour cela un groupe de travailleurs lance l'idée d'un comité d'action rassemblant tous les travailleurs désirant vraiment pratiquer une véritable lutte de classe.

Le comité d'action n'est pas un syndicat, ni un parti politique, mais un front de tous les travailleurs syndiqués ou non, capable de diriger les luttes des ouvriers et ouvrières des Trois-Suisses.

- Formons notre Comité d'Action.
- Tous unis dans la lutte.
- Non à la « Kollaboration » de classe.
- UNITE POUR L'ACTION.
- UNITE PAR L'ACTION.
- UNITE DANS L'ACTION.
- Osons lutter, osons vaincre.

Le Groupe Préparatoire pour un Comité d'Action Trois-Suisses.

## CONTINUONS LES TRADITIONS DE LUTTE DU 1<sup>er</sup> MAI

● 1<sup>er</sup> MAI 1886 : puissantes manifestations ouvrières aux Etats-Unis pour la journée de travail de 8 heures. Le 2 et le 3, Chicago est en grève. La police tire à la sortie d'une usine faisant six morts et cinquante blessés. Cinq dirigeants syndicaux sont arrêtés, jugés pour incitation à la révolte et pendus. L'un d'eux, Fischer, déclare à son procès : « Notre exécution aidera au triomphe de notre cause ».

● JUILLET 1889 : Le 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale socialiste, réuni à Paris pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution Française, décide de faire du 1<sup>er</sup> mai, la journée internationale des travailleurs.

● 1<sup>er</sup> MAI 1890 : Engels écrit : « Le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour le même but immédiat ».

1<sup>er</sup> MAI 1891 : manifestation de mineurs à Fourmies, cité du Nord, pour demander la libération de quatre ouvriers. La troupe tire faisant neuf morts et quatre-vingt blessés. Paul Lafargue, dirigeant du Parti Ouvrier Français sera arrêté pour propagande antimilitariste.

● 1<sup>er</sup> MAI 1905 : manifestation populaire à Varsovie contre l'autocratie russe. Elle est réprimée dans le sang.

● 1<sup>er</sup> MAI 1906 : 100 000 grévistes à Paris. La bourgeoisie française affolée fait passer ses capitaux à l'étranger. Clemenceau, président du conseil, concentre 50 000 soldats. Lépine, préfet de police, fait procéder à de nombreuses arrestations.

● 1<sup>er</sup> MAI 1911 : mobilisation gigantesque à Paris autour de Jaurès contre les menaces de guerre impérialiste.

● 1<sup>er</sup> MAI 1916 : Karl Liebknecht prend la parole à Berlin, en pleine guerre, pour appeler les travailleurs allemands à lutter contre leur propre bourgeoisie.

● 1<sup>er</sup> MAI 1917 : les bolcheviks, après le retour de Lénine, révèlent leur force dans de puissantes manifestations à Pétrograd et dans les villes ouvrières de Russie.

● 1<sup>er</sup> MAI 1919 : des millions de travailleurs sont en grève à travers toute la France. Les manifestations sont interdites mais il y a de nombreuses bagarres avec la police. Lorne, un jeune ouvrier, est tué à Paris.

● 1<sup>er</sup> MAI 1929 : les ouvriers de Berlin manifestent, à l'appel du Parti Communiste, contre le danger nazi.

● 1<sup>er</sup> MAI 1933 : Hitler brise les syndicats ouvriers.

● 1<sup>er</sup> MAI 1934 : les ouvriers français manifestent une seconde fois contre le danger fasciste.

● 1<sup>er</sup> MAI 1936 : immense mobilisation dans toute la France, entre les deux votes, qui vont porter le gouvernement de Front Populaire au pouvoir.

● 1<sup>er</sup> MAI 1941 : Pétain fait du 1<sup>er</sup> mai une fête corporatiste avec l'appui de l'Eglise qui le transforme en « Journée de Saint-Joseph, patron des travailleurs ». Les F.T.P. organisent des manifestations de riposte.

● 1<sup>er</sup> MAI 1945 : l'armée rouge pénètre à Berlin.

● 1<sup>er</sup> MAI 1949 : manifestations grandioses à Pékin et à Nankin, libérés par l'Armée Populaire. Grève des cheminots et des dockers à Changhaï encore occupé par la Kuo-Min-Tang. Mao Tsé-toung appelle le peuple chinois à l'assaut final contre la réaction.

● 1<sup>er</sup> MAI 1968 : pour la première fois, les révisionnistes français sont débordés par les jeunes forces révolutionnaires. Les manifestations de cette journée préfigurent la grande tempête de masse qui va secouer la France.

— Les patriotes guadeloupéens manifestent à Pointe-à-Pitre, malgré la répression des troupes coloniales, contre l'impérialisme français, commémorant l'anniversaire du massacre de Basse-Terre.



La Butte rouge, le 1<sup>er</sup> mai 1911. Il ne s'agit guère des huit heures cette année-là. Le Maroc fait peser la menace de la guerre. Les yeux de l'Internationale sont tournés vers la France, vers le prolétariat français.

### LA BUTTE ROUGE 1<sup>er</sup> MAI 1911

Le Socialiste du 4 février 1891 publiait un manifeste commun du Parti Ouvrier Français et de la Fédération Nationale des Syndicats. En voici de larges extraits. En le comparant aux appels que le P. « C. » F., la C.G.T., la F.S.M. lancent aujourd'hui à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, tout travailleur sera

édifié sur la différence radicale de ton et de contenu. Quelque chose s'est passé. Ce quelque chose, c'est la pénétration du réformiste et du révisionnisme dans le mouvement ouvrier français et européen. Ses directions ont trahi le marxisme-léninisme, elles ont abandonné les glorieuses traditions de lutte du prolétariat français et européen.

#### APPEL A LA MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1<sup>er</sup> MAI (1891)

#### AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Camarades,

« Nous approchons du Premier Mai, que, dans leurs congrès nationaux, tous les partis ouvriers d'Europe, d'Amérique et d'Australie, ont décidé de perpétuer comme fête internationale du travail.

...Ce jour-là, en effet, les frontières se trouveront effacées et dans l'avenir tout entier on verra uni ce qui doit être uni, et séparé ce qui doit être séparé : d'un côté les producteurs de toute richesse — que, sous couleur de patriotisme, on cherche à jeter les uns contre les autres — debout, la main dans la main, dans une même volonté d'émancipation ; de l'autre, les exploités de tout ordre, coalisant vainement leurs peurs et leurs lâchetés contre un mouvement historique que rien ne peut arrêter et qui les emportera.

...Ce jour-là, se dressera devant les plus indifférents la question sociale tout entière. En présence de cette surproduction de richesses, qui se traduit pour la classe productrice par une misère sans précédent, tous réfléchiront et se demanderont le pourquoi d'un pareil état de choses :

Pourquoi les ouvriers d'usine, les employés de magasin et de bureau voient, avec leur salaire diminué et leur travail accru, leurs femmes et

leurs enfants de plus en plus absorbés par le bague capitaliste et retournés contre eux comme concurrents au rabais ;

Pourquoi les petits commerçants vont disparaissant les uns après les autres, dévorés par les coopératives patronales et les grands magasins ;

Pourquoi le paysan propriétaire, écrasé par l'impôt et l'hypothèque, mangé par l'usure, est de plus en plus dépossédé de cette terre où il a mis tant de travail et qu'il lui faudra, sous prétexte de patrie, aller défendre au profit de l'oisif qui la lui vole ?

Et, obligé de constater que ce dépouillement et cet écrasement de tout ce qui travaille et produit s'accomplit sous les régimes politiques les plus différents, dans les pays à institutions républicaines comme dans les pays à base monarchique, vous vous convaincrez que l'unique raison du mal dont vous mourez réside dans l'ordre économique actuel, dans ce fait qu'au lieu d'être la propriété de ceux qui les mettent en valeur, les instruments et la matière du travail sont devenus les monopoles de la classe fainéante.

Vous comprendrez que l'unique remède est dans la fin de ce divorce entre le travail et la propriété, et vous viendrez en masse au socialisme.

...La journée de huit heures, qui est l'objectif est un premier pas vers cet affranchissement immédiat de la manifestation du Premier Mai, complet qui ne dépend que de vous. »

# LE MUGUET ROUGE

(Extraits)

de

## GASTON MONMOUSSEAU

1883-1960. L'un des dirigeants de la C.G.T., grand ami de la Chine et de l'Albanie socialiste, directeur de la « Vie Ouvrière », n'a jamais sombré dans le révisionnisme.



Gaston Monmousseau fut un grand ami de la Chine. On le voit ici avec des enfants chinois.

La jeunesse ? Le mois de mai, c'est son mois ! Ça ne fait pas plaisir à tout le monde. On renâcle au gouvernement, et jusqu'aux alentours, de la voir, cette jeunesse, déferler dans les villes de province avant de déboucher dans la capitale.

Pas de fleur qui réjouisse le cœur autant que le muguet : sa gracilité est émouvante, sa blancheur est un symbole, son parfum est un langage.

Jeunes gens et jeunes filles, croyez-moi, n'allez pas, cependant, au muguet, dans les bois ce jour de 1<sup>er</sup> mai.

Ce jour-là, seulement, n'allez pas au bois.

Ce jour du 1<sup>er</sup> mai, le muguet est rouge, rouge du sang des peuples épris de liberté, rouge du sang des ouvriers.

Ce que vous prendriez, ce jour-là, pour de la rosée aux cils de ses clochettes, ce sont des larmes d'enfants, des larmes de mamans, c'est la rosée des morts de la barbarie nazie, c'est le sang de nos mineurs de la dernière grève revendicative.

N'allez pas au bois ce jour du 1<sup>er</sup> mai.

Le langage de son parfum ne serait pas, ce jour-là, un langage d'amour.

Il y a trop d'angoisses au logis du chômeur, trop de peine au foyer de nos emprisonnés, trop de lassitude accumulée dans la chair par la cadence accélérée du travail.

Il y a trop d'orage accumulé sur vos têtes.

Le muguet de ce 1<sup>er</sup> mai est du muguet rouge, rouge de votre sang tout prêt à s'écouler de vos artères.

N'allez pas au bois ce jour-là.

N'écoutez pas ceux qui vous convient au muguet le jour du 1<sup>er</sup> mai, ceux qui veulent vous bercer d'illusions mortelles : c'est votre chair qu'ils veulent broyer.

C'est votre chair qu'ils veulent broyer sous la mitraille ; et sous le travail forcé si vous en réchappiez : comme ils ont broyé la chair de vos grands-pères et de vos pères.

N'allez pas au muguet ce jour du 1<sup>er</sup> mai, rassemblez-vous avec nous pour clamer votre droit à la vie, votre droit à la liberté, votre droit au travail libéré de ses chaînes, votre droit à l'amour débarrassé de l'angoisse.

N'allez pas au bois, jeunes gens et jeunes filles, cueillir du muguet le jour du 1<sup>er</sup> mai.

Ce jour-là, le muguet est rouge de votre sang, du sang de la guerre qu'ils préparent.

Ce jour-là, c'est le rassemblement des peuples, c'est le rassemblement de la classe ouvrière, c'est le rassemblement de la jeunesse contre les broyeurs de chair.

Venez avec nous ce 1<sup>er</sup> mai prochain.

## ETUDES M. L. DANS LES ENTREPRISES

## NOS SALAIRES

## d'après MARX "salaires, prix et profits"

Le propre du système capitaliste, système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, est la recherche du profit maximum.

Pour cela il faut aux capitalistes exploiter toujours plus, tout en diminuant les coûts de production, c'est-à-dire augmenter la productivité, intensifier le travail (temps, cadences), augmenter la durée du travail. Cette course effrénée aux profits conduit aux crises, caractérisées par une production importante pour une demande faible, par une émission d'argent fictif importante, l'inflation et la dévaluation, la dépréciation d'une partie du capital.

La production des entreprises capitalistes est donc sans cesse variable, et notre salaire, qui est le prix de notre force de travail est donc lui aussi sans cesse variable.

Qu'est-ce que notre **salaire** ?

« Notre salaire, qui est le prix de notre force de travail, est déterminé par les objets de première nécessité qu'il faut pour produire, développer, conserver et perpétuer la force de travail ». (Marx : Salaires, prix et profits.) Mais cette force de travail n'est limitée que par notre force physique et notre résistance au travail, et l'intérêt des capitalistes est de nous faire travailler plus, afin d'augmenter leurs profits.

Qu'est-ce que le **profit** ?

Prenons un exemple. Si en 5 heures de travail nous avons fabriqué des produits pour une valeur égale à notre salaire, soit : 30 F, et que la journée de travail est de 10 heures, nous fabriquons encore pour une valeur de 30 F de produits qui nous sont impayés ; ce surtravail représente la plus-value donc le profit du capitaliste, qui s'élève dans notre exemple à 30 F. et dont le taux est 100 %.

Donc pour augmenter leurs profits, les capitalistes doivent :

- soit diminuer formellement nos salaires (suppression de primes, chômage) ;
- soit les diminuer relativement, c'est-à-dire nous faire produire plus pour le même salaire, ou pour un salaire légèrement supérieur (heures supplémentaires, primes de productivité).

### 1° Diminution relative du salaire par l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail.

Exemple :

Un ouvrier qui faisait 50 pièces à l'heure pour un salaire horaire de 4 F. peut, et le patron lui fait faire, 60 pièces à l'heure.

Il est bien évident que si cet ouvrier gagnait par jour 37 F. (heures supplémentaires comprises), il va peut-être, vu la prime de productivité qu'on va généreusement lui accorder, gagner maintenant 40 F. ; mais cette augmentation ne compensera pas le profit supplémentaire du capitaliste.

En effet, si l'on admet que le taux de profit était de 100 %, donc égal au salaire de l'ouvrier, soit 37 F., la valeur totale des marchandises fabriquées en 9 heures était de 74 F. Après l'augmentation des cadences, donc de la production de 20 %, elle passe à 88,80 F, donc augmente de 14,80, alors que le salaire de l'ouvrier n'a augmenté que de 8 %, soit 3 F.

En fait, en ce qui concerne les travailleurs des chaînes qui sont payés à l'heure et au boni (prime de productivité), le problème se passe de cette manière. S'ils veulent individuellement améliorer leur salaire, ils doivent faire leur boni, donc produire au maximum. Mais ce faisant, ils donnent aux capitalistes l'occasion de réduire les temps. — But qu'ils recherchent —

C'est ainsi que là où il fallait autrefois faire 200 pièces, il faut en faire maintenant 250, demain peut-être 300, si les travailleurs ne prennent pas conscience du problème, et ne s'organisent pas pour lutter contre l'augmentation des cadences.

L'exploitation des capitalistes n'a pour limites que celles de notre force de travail.

Il est vrai que pour un niveau de mécanisation donné, compte-tenu de la capacité productive et du taux d'utilisation des machines, l'exploitation des ouvriers par les capitalistes est limitée. C'est pourquoi il leur est indispensable de moderniser sans cesse leurs installations et de les rendre plus productives. Ils ont créé pour cela les monopoles qui sont caractérisés par une interpénétration des banques dans l'industrie, et des deux dans l'Etat, et qui, bien entendu, ont de grandes possibilités d'investissement, qui permettent aux gros capitalistes de rendre sans cesse leurs usines plus productives, et par là même de diminuer sans cesse relativement les salaires.

Exemple : L'ouvrier qui faisait 50 pièces sur une machine en fait maintenant 100 sur une machine plus moderne.

De plus, l'utilisation de machines modernes tend à déprécier la valeur de la qualification.

### 2° Diminution relative des salaires au moyen de l'augmentation de la durée du travail.

Reprenons le même exemple :

Après l'augmentation des cadences, l'ouvrier faisait 60 pièces à l'heure, donc 540 par jour.

Supposons que la productivité et l'intensité du travail n'aient pas varié, c'est-à-dire que l'ouvrier

fasse toujours 50 pièces à l'heure, et que le capitaliste augmente la journée de travail de 1 h 45 et la porte donc à 10 h 45, le nombre de pièces réalisées sera le même qu'après l'augmentation des cadences soit 540, et la valeur des marchandises fabriquées aura augmenté aussi de 14,80 soit 20 % et, si le salaire de l'ouvrier a augmenté dans des proportions légèrement plus importantes, environ 25 % (heures supplémentaires) le profit n'en a pas moins augmenté de 6 F. environ.

Cette politique est surtout en vigueur chez les petits capitalistes, du fait, d'une part qu'ils ont moins de possibilités d'investissement en machines susceptibles d'améliorer la productivité, d'autre part parce que le profit supplémentaire réalisé est moins important que dans le cas de l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail, puisque limitée par la loi bourgeoise elle-même (au prix de la lutte des travailleurs) qui fixe la durée du travail maximum à 60 heures par semaine, et oblige le capitaliste à payer des heures supplémentaires.

Cependant ces petits capitalistes sont utiles aux monopoles et c'est pourquoi les monopoles les aident (crédits, aides de l'Etat) de manière à ce qu'ils restent en place, sans toutefois devenir concurrentiels. Pourquoi ?

— D'abord parce qu'ils sont très nombreux et contrôlent des secteurs industriels qui sont en général peu rentables, où le profit est faible, bien que ces secteurs soient d'utilité importante pour les monopoles, et dont les produits sont consommés par eux (biens d'équipement, certaines matières premières).

— Ensuite parce qu'ils pratiquent un mode d'exploitation de la force du travail qui tend à baisser relativement les salaires au moyen de l'allongement de la durée du travail, chose qui les intéresse au plus haut point, mais qu'ils peuvent difficilement mettre en pratique (travailleurs mieux organisés en général dans les grandes entreprises), alors que dans les petites entreprises, la psychose de la faillite, de la perte de l'emploi, le climat bien souvent paternaliste le permettent.

### 3° Diminution formelle des salaires au moyen de la suppression de primes d'avantages divers, et du chômage.

L'exemple d'une telle pratique vient de nous être donné par la Régie Renault, où le P.D.G. Dreyfus a supprimé la prime de fin d'année aux travailleurs de la Régie, et refuse de renouveler l'accord d'entreprise pour 1969.

Il faut dire toutefois que ces cas sont rares du fait de l'opposition très ferme des travailleurs qui voient leurs salaires concrètement diminués. Si cela a pu se produire chez Renault, c'est grâce à la trahison des syndicats, et plus d'un travailleur doit certainement méditer sur cette question.

Par contre le chômage est un mode de diminution formelle des salaires qui échappe à bien des travailleurs.

Comment la masse des chômeurs contribue-t-elle à diminuer les salaires ? Pourquoi le capitalisme = chômage ?

Les chômeurs appelés par Marx « l'armée de réserve des capitalistes », représentent une force de travail globale inemployée, mais susceptible de l'être par les capitalistes, et de ce fait donnent la possibilité aux patrons de licencier quand ils veulent et qui ils veulent. Le chômage permet ainsi la déqualification, la surexploitation, les bas salaires, la peur du licenciement et aussi la soumission des travailleurs aux capitalistes.

Le chômage, cette plaie du capitalisme comme on le voit, facilite beaucoup la diminution formelle des salaires ; c'est pourquoi les capitalistes l'organisent et l'entretiennent, particulièrement en organisant et intensifiant l'immigration des travailleurs Portugais, Espagnols, Africains, Nord-Africains, Grecs, Yougoslaves, etc. ; travailleurs qu'ils traitent comme des marchandises et des machines, plus exploités que la majeure partie des travailleurs Français. Qu'ils utilisent afin de diviser, en encourageant le racisme, le nationalisme, le chauvinisme, et prétendant calomnieusement qu'ils sont la cause de tous nos maux, alors qu'ils sont eux-mêmes les victimes du capitalisme.

### POURQUOI LUTTER POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES, OU S'OPPOSER A LEUR DIMINUTION RELATIVE ?

Voyons la thèse du P.C.F. : La grève de mai-juin qui était purement revendicative bien que les mots d'ordre étaient : « Dix ans ça suffit », « gouvernement populaire », a été une « grande victoire » et, par les augmentations de salaires qu'elle a apportées aux travailleurs, a relancé l'économie.

Ainsi pour les Waldeck-Rochet et Cie la loi de l'offre et de la demande règle tout ; c'est ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs a relancé la consommation ; la production a largement comblé la perte sèche des capitalistes durant mai-

juin, a permis la diminution du chômage, etc. En un mot, ce sont les travailleurs qui ont remis sur ses rails la machine à exploiter des capitalistes.

Que Waldeck-Rochet ait aidé les capitalistes à se sortir de l'ornière où ils étaient plongés nous n'en doutons pas, mais nous doutons que beaucoup de travailleurs le suivent dans cette voie.

Ainsi notre Waldeck-Rochet oublie la lutte des classes, et oublie que les capitalistes sont des loups assoiffés de sueur et de sang humain ; il oublie que depuis la reprise du travail, les cadences ont augmentées considérablement, que la productivité s'est accrue, que la durée du travail a augmenté, que l'exploitation et l'oppression des travailleurs se sont renforcées ; il oublie les augmentations de prix récentes dues à l'augmentation de la T.V.A. (1 % sur les produits de première nécessité : pain, lait, eau ; 2 % pour les entreprises de travaux ; 2,50 % sur la majorité des objets courants, 5 % pour les voitures, postes de radio, etc.), tout cela sans compter les augmentations qui sont intervenues immédiatement à la reprise du travail sur les transports, l'essence, les tabacs, etc.

— Il oublie la suppression de la taxe sur les salaires qui rapporte aux capitalistes la bagatelle de 8 milliards de francs.

— Il oublie les amputations de budget :  
1 % à l'Education nationale ;  
3 % aux services publics (P.T.T., etc.) ;  
2 % sur les investissements dans les administrations publiques.

— Réduction de 500 millions pour le fonctionnement des administrations (suppression de postes de fonctionnaires) ;

— Réduction de 1 150 millions aux entreprises nationalisées (réductions de postes à l'E.D.F., S.N.C.F., blocage de l'embauche).

En fait rien n'est plus anti-marxiste que cette affirmation du P.C.F.

Qu'avons-nous à faire avec la relance de l'économie bourgeoise, qui signifie toujours pour nous augmentation des cadences, réduction du temps mort, journée de travail plus longue, exploitation plus poussée, hausse des prix grevant presque entièrement la hausse des salaires, répression, oppression, etc.

Seuls les Waldeck-Rochet et autres réformistes du genre Guy Mollet ou Mitterrand peuvent se vanter de cette relance en bons gérants du capitalisme qu'ils sont. Quant à nous, nous voulons construire le socialisme, et si nous considérons que les grèves économiques sont utiles au prolétariat, les raisons sont différentes.

Les grèves sont justes. En nous opposant par la grève à toutes augmentations de profit (augmentation de la productivité, de la journée de travail, intensification du travail) nous ne faisons que nous opposer à la dépréciation de nos salaires.

Citons Marx (Salaires, prix et profits) :

« Si l'ouvrier vend sa force de travail, il ne le fait pas pour la détruire. En luttant pour une diminution de la journée et de la semaine de travail, il ne fait que remplir un devoir envers lui-même et sa race, le temps libre étant le champ du développement humain. Un homme qui ne dispose pas de temps de loisirs, dont le temps est accaparé par le capitaliste est moins qu'une bête de somme, c'est une machine à produire de la richesse pour autrui, écrasé physiquement et abruti moralement. Toute l'histoire du mouvement ouvrier moderne montre que le capital si on n'y met pas obstacle travaille sans égard ni pitié à abaisser l'ouvrier à ce niveau extrême de dégradation. »

Enfin, si le taux maximum de profit est fixé par les limites physiologiques de notre force de travail, nous devons fixer son taux minimum, donc nos salaires maximum, et nous savons que nous ne pouvons le faire que par la lutte.

Cependant nous ne devons pas exagérer le résultat de ces luttes, qui sont défensives et qui n'appliquent que des palliatifs sans guérir le mal. Nous devons prendre conscience d'une action politique générale ; la durée du travail, l'âge de la retraite étant d'ordre législatif et ne pouvant en aucun cas être réglés par un dialogue patron-ouvrier. D'autre part les capitalistes, organisés en état, avec leur police, leur armée sont prêts à verser le sang des ouvriers afin de conserver leurs profits et leurs privilèges.

Nous devons comprendre que le régime actuel comme le dit Marx « engendre en même temps que les misères qui nous accablent, les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour la transformation économique de la société ».

Nous devons nous organiser en une force politique qui, en détruisant le capitalisme et la démocratie bourgeoise de fond en comble instaurera la démocratie prolétarienne et exercera sa dictature sur des exploités vaincus mais vivants, et en terminera pour toujours avec cette situation infernale.

Un groupe de travailleurs marxistes-léninistes de Paris-15°.

# La fascisation actuelle

Les communistes marxistes-léninistes de France savent que pour mener efficacement le combat contre la dictature bourgeoise et la fascisation actuelle en France, il est indispensable d'analyser à la lumière du marxisme-léninisme, science de la révolution, la situation. Ce texte est une première contribution à cette analyse et indique nos tâches. Il s'inspire plus particulièrement des œuvres de G. Dimitrov, grand dirigeant stalinien du peuple bulgare et de l'Internationale communiste en 1935.

Qui ne se rappelle du « Procès de Leipzig » ?



STALINE ET DIMITROV (1936)

Selon les périodes, selon que sa position est solidement assise ou contestée, la bourgeoisie mettra l'accent plus particulièrement sur la dupérite ou sur la répression.

## PREMIERE FORME DE DICTATURE : LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La bourgeoisie préfère, en général, la solution dite « libérale », celle de la dupérite. Sa dictature étant moins voyante elle peut tromper plus facilement le peuple et réussir à freiner son opposition. Car « là où il y a oppression, il y a résistance ». Mais cette démocratie est formelle, c'est une caricature de démocratie. La bourgeoisie met sur le même plan exploiter et exploité et accorde, soi disant, aux deux des droits et des libertés identiques. Mais l'exploité ne peut les exercer que de manière limitée alors que l'exploiteur les utilise à plein. Ainsi en est-il du système parlementaire. La bourgeoisie possédant l'argent et les organes d'information à des moyens énormes de corruption et de pression diverse qui lui permettent d'obtenir toujours la majorité. Dans ce travail de mystification, la bourgeoisie est grandement aidée par la social-démocratie (les socialistes-réformistes d'hier, les « communistes » révisionnistes d'aujourd'hui) sur laquelle elle s'appuie.

« En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être objectivement — un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier » (2).

Ils représentent en fait l'aile gauche de la bourgeoisie. C'est ainsi que pour donner le change, celle-ci peut très bien s'accorder de leur présence au gouvernement (exemple : les « communistes » en Finlande). Le régime de démocratie bourgeoise présente cependant des avantages certains pour la classe ouvrière : la liberté (bien que surveillée) de propagande et d'organisation. En même temps « plus le régime est démocratique, plus il est évident

Les nazis avaient incendié le Reichstag (Parlement) à Berlin et accusé les communistes : il s'agissait d'une vaste provocation montée par Goering pour décapiter et discréditer aux yeux du peuple allemand le Parti communiste allemand ; Dimitrov fut arrêté avec plusieurs de ses camarades.

Ce procès souleva l'indignation du monde entier, Dimitrov se fit accusateur du fascisme, et démontra d'une manière implacable, point par point, la provocation de Goering. L'attitude de Dimitrov reste un exemple de fermeté communiste. Les nazis sous la pression de l'opinion mondiale et le réquisitoire de Dimitrov durent l'acquiescer.

« Il n'est pas de caractéristique générale du fascisme, si juste soit-elle, qui nous dispense de la nécessité d'étudier concrètement et de prendre en considération les particularités du développement du fascisme et des formes diverses de sa dictature dans les différents pays et aux différentes époques. Dans chaque pays, il est nécessaire de scruter, d'étudier et de découvrir ce que le fascisme a de proprement national et d'établir en conséquence les méthodes et les formes efficaces de lutte contre lui ».

DIMITROV.

« Il ne faut pas considérer seulement (la victoire du fascisme) comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de la faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant qu'elle n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes... ».

STALINE.

## Les deux formes de la dictature bourgeoise

Comme tout pouvoir d'une classe sur une autre, celui de la bourgeoisie s'exerce sous la forme d'une dictature. La bourgeoisie a le pouvoir économique qui lui permet de concentrer le gros des moyens matériels et financiers et de réduire les travailleurs à la condition d'esclaves salariés. Elle a le pouvoir idéologique qui lui permet de monopoliser l'instruction pour ses fils et d'imposer aux autres ses propres idées. Elle a enfin le pouvoir politique, c'est-à-dire l'appareil d'Etat (l'armée, la police, la bureaucratie) qui lui sert à réprimer le peuple. La bourgeoisie combine deux manières de gouverner, la carotte et le bâton.

« Dans le monde entier, l'expérience des gouvernements de la bourgeoisie a mis au point deux procédés pour maintenir le peuple dans l'oppression. D'abord la violence. Nicolas I<sup>er</sup> (la Trique) et Nicolas II (le Sanguinatre) ont montré au peuple russe le maximum de ce qui est possible et impossible avec ce procédé de tortionnaire. Mais il en est un autre, qu'ont le mieux mis au point les bourgeoisies anglaises et françaises, « instruites » par toute une série de grandes révolutions et de mouvements révolutionnaires des masses. C'est celui du mensonge, de la flatterie, des belles phrases, des promesses sans nombre, des amonnes d'un sou, des concessions insignifiantes pour garder l'essentiel » (1).

# en France et nos tâches

Cette évolution va avec un renforcement de l'exécutif. En France, le capitalisme d'Etat s'était sérieusement développé avec les nationalisations de 1945. Mais il y avait un décalage entre la vieille superstructure politique (le parlementarisme classique) et les besoins des monopoles. Si, en fin de compte, leurs intérêts prévalaient toujours, les débats parlementaires imposaient des lenteurs qui leur paraissaient inutiles et préjudiciables. D'où un renforcement brutal, dès 1958, de l'exécutif par rapport au législatif. Il prenait la forme d'un régime présidentiel, dit, par les révisionnistes, de « pouvoir personnel » et se manifestait par le nombre croissant de décisions (décrets, ordonnances) échappant à la compétence des Assemblées. L'article 16, prévu en cas de troubles graves, servait en fait abusivement à faire passer un train de réglementations modifiant les structures administratives. Le système parlementaire était habilement discrédité et le pouvoir avait recouru à une nouvelle forme de dupérite : le référendum.

Le passage au capitalisme d'Etat, le renforcement de l'appareil par lequel la bourgeoisie exerce sa dictature, implique une tendance prononcée à la réaction :

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté. La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste, c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique » (3). Mais cette tendance ne va pas automatiquement jusqu'à son terme, c'est-à-dire au fascisme. Et tout renforcement de l'appareil d'Etat ne permet nullement de crier au fascisme.

D'ailleurs, si en 1958, le nouveau régime s'est imposé grâce à un coup d'Etat militaire à caractère fasciste, il ne saurait être confondu, dès cette époque, avec le fascisme. Les monopoles se sont débarassés peu à peu, dans les années qui ont suivi, de leur turbulente allée d'extrême droite. Ils ont appliqué une politique « raisonnable » de concentration et d'intégration à l'intérieur, de néocolonialisme et de coexistence pacifique à l'extérieur, autrement plus rentable à leurs yeux que les solutions excessives qui leur étaient proposées.

Il n'empêche que les formes d'exploitation et d'aliénation renforcées du capitalisme monopoliste d'Etat, aggravées par la crise mondiale de l'impérialisme, ont considérablement exacerbé les contradictions entre la bourgeoisie et le peuple. Elles ont suscité l'explosion de mal et ouvert une crise qui, elle, peut amener la bourgeoisie à avoir recours au fascisme.

## DEUXIEME FORME DE DICTATURE : LE FASCISME

Le fascisme voit le passage d'une forme étatique du pouvoir de la bourgeoisie à une autre. « L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie — la démocratie bourgeoise — par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée » (5). Il est évident que dans les pays de capitalisme d'Etat, où s'est déjà opéré un renforcement de la dictature bourgeoise, le passage au fascisme n'est pas immédiatement perceptible. D'autant que ce dernier peut tolérer, un temps, les formes parlementaires.

Ce qui différencie le fascisme c'est sa nature et ses manifestations propres.

Il est « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier » (6).

Il ne faut pas croire qu'il est un système différent du capitalisme, même s'il a pris quelque part avec impudeur le nom de national-socialisme, même s'il sait utiliser la révolte des « classes moyennes », même s'il se prétend au-dessus des classes. « Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'Etat qui se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie ». Ce n'est pas « la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'Etat ». Le fascisme, c'est le pouvoir du capital impérialiste lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels » (5).

Cette répression, permanente, se manifeste par la suppression des libertés et des droits individuels et collectifs. D'autre part, elle peut s'accompagner aussi d'une mainmise du régime, tendant au monopole, sur toutes les formes d'organisations populaires, aboutissant au syndicat unique, au Parti unique, à l'embrigadement des mouvements de jeunesse, etc.

Pour y parvenir, le régime ne peut pas compter qu'avec la seule force policière. « Le fascisme réussit à attirer les masses parce qu'il en appelle, de façon démagogique, aux plus sensibles de leurs besoins et de leurs aspirations. Le fascisme ne se borne pas à attiser les préjugés profondément enracinés dans les masses ; il joue aussi sur les meilleurs sentiments des masses, sur leur sentiment de justice et parfois même sur leurs traditions révolutionnaires » (5).

Après avoir créé les conditions d'une révolte, après avoir vendu une partie de l'économie du pays aux trusts étrangers, après s'être discrédité par la corruption, le capitalisme fait faire froidement par le fascisme la critique de ses forfaits pour mieux les camoufler. Les thèmes les plus fréquemment utilisés sont... l'anticapitalisme, le sentiment national, la haine du parlementarisme, mais aussi le culte du chef-homme providentiel et l'anticommunisme virulent.

Ils aident à façonner une idéologie « nouvelle »,

basée sur les mythes de l'unité nationale, de la fin de la lutte des classes. Utilisés par de Gaulle, mais avec un succès pour le moins inégal, ils réussissent à mobiliser un temps, une partie de leurs peuples autour d'Hitler, de Mussolini, de Tojo, de Franco, de Pétain. S'il n'a pas nécessairement une base de masse au départ, le fascisme tente de s'en constituer une progressivement et peut y réussir de manière spectaculaire.

## Les causes du fascisme

La cause du fascisme a toujours été double : la faiblesse de la bourgeoisie et la faiblesse du prolétariat pourtant en révolte.

Pour que la bourgeoisie abandonne ses formes classiques de domination pour une dictature aussi extrême, il faut qu'elle connaisse une crise particulièrement grave. Il faut aussi qu'elle trouve en face d'elle un prolétariat divisé qui ne puisse pas lui résister immédiatement avec succès et dont elle s'efforce de devancer à tout prix la montée des lites.

Historiquement, la naissance du fascisme est liée au désordre laissé par le Première Guerre Mondiale, aggravé par la crise de 1929. Les pays qui vont le subir connaîtront au préalable une montée des lites populaires sans précédent, que neutraliseront les social-démocrates : Spartakisme en Allemagne, premières occupations d'usines et conseils ouvriers en Italie, gouvernement populaire en Espagne, développement accéléré du syndicalisme au Japon. Dimitrov écrivait en 1935 : « Dans les conditions de la crise économique extrêmement profonde, de l'aggravation marquée de la crise générale du capitalisme, du développement de l'esprit révolutionnaire dans les masses travailleuses, le fascisme est passé à une vaste offensive » (5).

Aujourd'hui, l'impérialisme aborde une crise plus profonde encore, celle de son agonie. Le mouvement de libération nationale l'a fait reculer dans la « zone des tempêtes », qui fut sa réserve d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Son secteur d'exploitation et ses marchés se sont considérablement réduits. Là où il se maintient par le néocolonialisme, ses bases de surprofits s'amenuisent car la poussée des lites l'obligent à limiter ses investissements à entretenir de coûteux régimes militaires fantoches. Le gâteau se contracte, les contradictions inter-impérialistes s'aggravent (crise monétaire...) ; d'autant qu'au même moment un concurrent de taille, l'Union soviétique, vient grossir le camp des néocolonisateurs. Pourtant au plus fort de la crise, ces contradictions vont de pair avec un renforcement des alliances (Nixon-de Gaulle-Kossyguine), au besoin contre un ennemi nouveau, la Chine populaire, car le centre de la révolution mondiale s'est déplacé de l'U.R.S.S. à la Chine.

Pour tenter de maintenir leurs profits, les impérialistes doivent se livrer alors à une surexploitation effrénée de leurs propres classes ouvrières : augmentation folle des cadences, blocage des salaires, accompagnés de mesures gouvernementales arbitraires comme la limitation du droit de grève. L'aristocratie ouvrière, elle-même, perd progressivement les avantages, soutirés de l'exploitation coloniale, avec lesquels la bourgeoisie l'entretenait... Mais il faut à la bourgeoisie en croître à tout prix son marché intérieur. Elle répand l'idéologie de la « consommation », aspect supplémentaire de l'idéologie bourgeoise, élargissant et diversifiant ainsi ses formes d'oppression jusque dans le mode de vie et de pensée des travailleurs.

La France est un des pays impérialistes qui ressent le plus durement la crise actuelle. Elle a, comme la Grande-Bretagne, compté longtemps, pour développer son économie, sur l'exploitation directe d'un immense Empire colonial qu'elle vient de perdre en quelques années. Contrairement aux autres pays impérialistes, qui avaient mis au point des structures néocoloniales bien plus tôt, elle a dû reconstruire brutalement ses formes de domination. Elle y a laissé des plumes au bénéfice d'autres concurrents. Son économie intérieure a connu de graves flottements et des secteurs entiers qui vivaient du commerce ou de la transformation des produits coloniaux, sont morts. Elle a dû, de plus, faire face à la délicate réintégration, économique et politique, de ses rapatriés.

D'autre part, elle avait un retard énorme par rapport à ses partenaires — Grande-Bretagne comprise — dans sa concentration industrielle, commerciale et agricole. L'entrée dans le Marché Commun l'obligea à en brusquer la mise en place, entraînant la ruine d'une masse énorme de petits producteurs et commerçants. Leur colère se développa parallèlement à celle de la classe ouvrière.

Enfin, dans le domaine culturel et idéologique, il y a en France, comme dans tout l'Occident, une contradiction croissante entre le contenu et l'enseignement de plus en plus technocratique et parcelaire, au service du grand capital monopoliste, et le besoin d'idéal de la jeunesse. Elle est aggravée par les conséquences matérielles de cet enseignement : la déqualification, la prolétarianisation et le chômage en perspective. Hormis la consommation, le capital ne propose plus aucune « raison de vivre » à la jeunesse, pas même ces dérivatifs classiques qui furent longtemps le nationalisme et les conquêtes extérieures. Si la crise due au révisionnisme moderne a pu aggraver la confusion des jeunes, ils ont trouvé

depuis, dans le mouvement de libération nationale, la lutte héroïque des Vietnamiens, la grande Révolution Culturelle prolétarienne des raisons de se révolter et de se battre.

Le mouvement de mal fut, en France, la conjonction de toutes ces révoltes. La crise économique et idéologique du capitalisme déboucha sur une crise politique, sur une montée générale des lites. En France, avant d'autres pays, la révolution revenait à l'ordre du jour.

Dependant, la classe ouvrière, force dirigeante du mouvement populaire est en grande partie divisée, paralysée par la politique de collaboration de classe de la social-démocratie du moment, le P. « C. » F. Elle n'est pas capable, dans l'immédiat, de prendre le pouvoir. En même temps, ses éléments les plus conscients, profondément indignés par cette trahison, sont fermement décidés à radicaliser les lites à venir, en liaison avec l'avant-garde du mouvement étudiant. Les révisionnistes ont, depuis le plus grand mal à briser leur élan et la bourgeoisie ne peut plus leur faire pleinement confiance pour mener à bien cette tâche.

Devant la crise, devant la révolution nouvelle des forces révolutionnaires, devant le flottement de ses allés révisionnistes, la bourgeoisie a peur. Elle est sérieusement divisée quant aux solutions à adopter (voir à cet égard ses positions face au dernier référendum). C'est pourquoi une fraction d'entre elle est-elle de plus en plus partisane d'un recours à la formule fasciste.

« Il ne faut pas considérer seulement (la victoire du fascisme) comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de la faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant qu'elle n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes... » (7).

## La fascisation

Dans ses précédents les plus connus (Allemagne, Italie), le fascisme s'est formé en dehors de l'appareil d'Etat qu'il a investi ensuite progressivement. Mais le processus peut être inverse (Japon). C'est le cas en France aujourd'hui. Les partisans du renforcement absolu de l'appareil d'Etat sont déjà en son sein. La division de la bourgeoisie se reflète à l'intérieur même du gouvernement.

La méthode dominante de ce dernier reste encore la dupérite, avec appui sur la social-démocratie pour museler le peuple. C'est l'introduction de la « participation » à l'université ou dans l'entreprise. C'est la collaboration de classe avec le P. « C. » F. et la C.G.T. par la loi sur le droit syndical, l'accord sur la sécurité de l'emploi, les conversations secrètes qui ont précédé Grenelle.

Mais la carotte ne suffisant plus, les adeptes du bâton s'imposent progressivement. Depuis mal, la répression (ou sa menace) s'est développée à une allure accélérée : dissolution des organisations révolutionnaires, « épuration » de l'O.R.T.F., augmentation des effectifs policiers, grandes manœuvres militaires anti-guérilla, interdiction de manifestation, rafles, fouilles de voitures, interpellations collectives dans la rue, perquisition sans mandat, arrestations prolongées et incarcérations au secret, juridiction de droit commun pour délits d'opinion, expulsion d'étrangers, mise au pas des Maisons de Jeunes, pouvoirs arbitraires des recteurs, intervention du supplétifs dans les facultés (Nanterre) et les usines (Hachette), dénonciations et licenciements massifs de militants ouvriers... Même la fraction réformiste du gouvernement est contrainte à recourir à la force : Faure présente un décret pour organiser la répression à l'université et dans les lycées. La répression va de pair avec un renforcement encore plus net de l'exécutif : neutralisation du Sénat, accentuation de la centralisation au niveau des régions avec concentration des pouvoirs entre les mains de préfets-gouverneurs assistés, par la forme, de conseils régionaux purement consultatifs et en partie nommés par eux. Ce sont là d'ailleurs des mesures déjà utilisées par Pétain.

« Avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme » (5).

Ce qui préfigure le fascisme ce ne sont pas ces mesures en elles-mêmes : la bourgeoisie a toujours réprimé durement le peuple lorsque cela lui semblait nécessaire (massacres de Fourmies, arrestations de Charbonnet sous la IV<sup>e</sup> République, etc.). Ce qui préfigure le fascisme c'est l'accélération et dans les lycées, la répression. Le passage au fascisme est un saut qualitatif, lui-même précédé d'une accumulation quantitative, de plus en plus prononcée, de mesures visant à ballonner le peuple : cette étape, c'est la fascisation. Au stade actuel, on peut déjà parler en France d'une fascisation de l'appareil d'Etat.

(5) Dimitrov, Discours au 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1935.  
(6) XII<sup>e</sup> Assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste.  
(7) Staline, Deux mondes, Rapport au 17<sup>e</sup> Congrès du P.C. (b) U.S.

Mais elle s'accompagne aussi de la formation ou de la mobilisation de corps autonomes chargés d'appuyer la politique de la fraction fasciste du gouvernement ou du parti gouvernemental : commandos C.D.R. et S.A.C., organisations d'anciens combattants (type 2<sup>e</sup> D.B.), syndicats gouvernementaux dans les usines (C.F.T.) ou dans les facultés (U.N.I.), jeunesse du Général (U.J.P.).

Il y a d'ailleurs une alliance de plus en plus nette du gouvernement actuel avec les éléments notoirement fascistes ou fascisants de la nation (et pas simplement avec quelques-uns comme en 1958) suivie souvent de leur intégration dans les organes du pouvoir : appui sur les généraux d'Algérie pour une tentative de guerre civile ; entrée dans la police d'anciens coloniaux, parachutistes, miliciens et collaborateurs ; encadrement des C.D.R. par l'ex-service d'ordre du R.P.F. lui-même issu en partie de « La Cagoule » ; appel du pied aux organisations d'anciens combattants et aux vichystes avec la réhabilitation de Pétain ; clin d'œil aux rapatriés d'Algérie avec la libération des chefs de l'O.A.S. ; ouverture sur les petits commerçants anti-communistes avec la récupération de Pierre Poujade, le responsable de l'U.D.C.A. Il est bien entendu que dans ce contexte, la dissolution du groupe « Occident », force incomparablement plus insignifiante, ne servait qu'à faire illusion.

Il y a donc, pour la fraction fasciste, le début de la création d'une base de masse. Elle reste encore très réduite. Mais cette fraction emploie les moyens les plus grossiers pour conditionner la population : déploiement de force et attentats provocateurs pour l'accoutumer au recours à la violence ; démagogie contre les étudiants pour susciter son indignation et empêcher la liaison entre travailleurs et intellectuels révolutionnaires ; campagne raciste accentuée contre les travailleurs étrangers qui porteraient la responsabilité du chômage ; « participation » devenue obligatoire qui prend, dans les régions, la forme d'un corporatisme dit anticapitaliste (les organismes socio-professionnels) qui camouflera d'autant mieux la pénétration à tous les niveaux du grand capital. Ce dernier aspect est l'amorce d'une idéologie, celle qu'utilisa déjà le pétainisme.

Mais les réticences sont grandes. Le peuple français reste attaché à de vieilles traditions démocratiques. Il sent mal la nécessité d'une « unité nationale » devant un danger intérieur sur la valeur duquel il est partagé et un danger extérieur qui n'existe pas. De plus, les « idées nouvelles » lui sont proposées, non par des tiers, mais par le régime lui-même qu'il subit depuis longtemps et dont il a toute raison de se méfier.

La base à gagner pour le fascisme, c'est tout le secteur de la petite bourgeoisie spoliée, écrasée, révoltée par les monopoles et qui est traditionnellement l'enjeu d'une course de vitesse entre la réaction et le prolétariat. Elle a, dans sa majorité, été passive en mal et a permis au gaullisme de reprendre le dessus par son appui électoral. Mais elle n'est pas, pour autant gaulliste, car il est trop évident pour elle que le régime actuel fait le jeu de ses concurrents monopolistes en l'écrasant sous le poids d'impôts, de taxes, de TVA sans cesse plus lourds. Ainsi le ralliement de Poujade, par exemple, n'a-t-il fait que le discréditer auprès de son ancienne clientèle. Par contre, la réaction violente des sympathisants de « La Tour-du-Pin » ne la laisse pas insensible. Du comportement de ce type de mouvement à l'égard du prolétariat et de la capacité de celui-ci à les rallier à son juste combat dépendra beaucoup leur évolution progressiste ou néo-poujadiste.

Une autre base possible pour le fascisme est le lumpen-prolétariat. L'extension du chômage, celui des jeunes surtout, entraîne son développement de manière inquiétante. Par son instabilité, il est capable du meilleur (participation aux barricades de mai) comme du pire (commandos de l'U.D.R. ou du P.C.F.).

Toutes les conditions du passage au fascisme sont donc loin d'être réunies en France. Mais il y a, par contre, une accumulation, une accentuation évidente de mesures qui réunissent progressivement ces conditions. Ainsi le capitalisme prépare-t-il le passage à la dictature extrême lorsqu'il y sera contraint.

Pour le moment, malgré sa peur de la révolte des masses, il lui reste une marge de manœuvre : sa crise économique est loin d'avoir atteint son paroxysme, et le révisionnisme est loin d'être vraiment discrédité aux yeux de la classe ouvrière. A ce propos, le P. « C. » F. n'a fait qu'un court passage au gouvernement entre 1944 et 1947 et les travailleurs n'ont donc pas fait — comme ce fut le cas avec les social-démocraties passées — l'expérience de sa pleine trahison. Le recours à la « démocratie avancée » peut donc être une planche de salut provisoire pour la bourgeoisie. Mais les événements — comme mai l'a montré — peuvent se précipiter. Alors la France, un des maillons faibles de l'impérialisme actuel, peut être, avant d'autres pays, le champ d'expérience d'un « fascisme nouveau ».

Rien ne dit qu'il sera appliqué par de Gaulle lui-même. Il peut très bien n'être que l'Hindenburg d'un futur homme providentiel. Déjà, nous le savons, certains qui sont « en réserve de la République » mais qui attendent un « destin national » comptent avec les pires réactionnaires de l'actuel régime comme avec ceux de Vichy.

Rien ne dit non plus que le nouveau fascisme doit prendre les allures de l'ancien, avec une personnalisation aussi extrême du pouvoir, des structures identiques et des formes de dictature aussi spectaculaires. Devant la crise aiguë du capitalisme, le recours au fascisme est une phénomène logique et général. Son idéologie, certaines de ses méthodes ne sont plus seulement le propre des groupuscules qui se réclament ouvertement et nostalgiquement de lui. Elles sont reprises par des hommes nouveaux, des « antifascistes » d'hier, des hommes de gouvernements ou de parties d'opposition importants, qui ont autrement plus de moyens de les mettre en pratique. Tel est le cas de personnages comme Strauss en Allemagne, Heath en Grande-Bretagne, Goldwater et, dans une certaine mesure, Nixon aux Etats-Unis.

Mais rien ne dit surtout que le fascisme passera

car, de manière générale, il n'a jamais été et il n'est jamais inévitable.

## Nos tâches

Il y a menace de fascisme parce que le capitalisme est en crise. S'il est en crise, la révolution prolétarienne est du même coup à l'ordre du jour. Une course de vitesse s'engage entre la réaction, qui tend au fascisme, et le prolétariat qui veut instaurer le socialisme. Cela veut dire que les forces révolutionnaires doivent être stratégiquement sur l'offensive, mais qu'elles doivent, tactiquement, défendre leurs acquis pied à pied. « Du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte » (8).

Stratégiquement, l'étape actuelle pour le prolétariat est celle de la révolution socialiste. Cette révolution est son objectif. La révolution démocratique bourgeoise, elle, est faite depuis longtemps et son régime est sur le déclin. Ceci ne rend que plus néfaste le programme de « démocratie avancée » des révisionnistes, solution bâtarde de rechange qui ne peut qu'être utile à la bourgeoisie en difficulté ; ceci ne rend que plus criminelle sa pratique constante de participation à la gestion bourgeoise, pour en ramasser les miettes tout en la consolidant. Mais ceci révèle également ce qu'a d'erroné et d'opportuniste la position de certains qui, sous prétexte de lutte contre le fascisme mettent provisoirement de côté la lutte pour la dictature du prolétariat et réclament un retour pur et simple à la démocratie bourgeoise. « Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer » (9).

Tactiquement cependant, il faut tenir le plus grand compte du danger qui se précise. Il est essentiel de dénoncer la fascisation à chacune de ses manifestations, de réagir immédiatement et de s'opposer à chaque mesure de répression nouvelle (comme l'ont fait les étudiants), et à chaque accentuation de l'oppression du capital (comme le font les militants ouvriers), car les deux phénomènes sont aujourd'hui étroitement imbriqués et font partie d'une même politique.

Il est nécessaire aussi, en ce moment surtout, de savoir s'appuyer sur la légalité bourgeoise pour préserver à tout prix ses libertés individuelles et collectives, pour mieux démasquer la réaction et accentuer ainsi les contradictions dans le camp de l'ennemi, pour rallier les masses derrière son drapeau et les organiser.

Cela ne veut pas dire que l'on se mette à la remorque de la légalité bourgeoise, qu'on la défende dans son intégralité. Nous attaquons, dans la constitution, ce qui privilégie la bourgeoisie ; seul nous intéressons, en elle, ce qui est utile au peuple. « Les marxistes-léninistes doivent dénoncer l'hypocrisie des constitutions bourgeoises, mais ils devraient, en même temps, se servir de certains articles de ces constitutions comme d'une arme contre la bourgeoisie » (10).

Certains sous-estiment la fascisation et donc la facilitent. C'est le cas des gauchistes, des spontanéistes, qui méprisent l'ennemi aussi bien stratégiquement que tactiquement. Continuant sur une poursuite illusoire de mal, dénaturent le mouvement de masse en ne se souciant pas réellement aux masses, en ne se souciant pas d'être compris et protégés par elles. Ils ne réalisent pas que le plus important est de les organiser. Ils entreprennent des actions aventuristes, des actions qu'ils n'expliquent pas ou dont le sens politique n'est pas évident. Ils prêtent ainsi le flanc à la contre-propagande gouvernementale.

Mais si c'est par leurs erreurs que les gauchistes facilitent le travail de la réaction, c'est par une politique cohérente que les révisionnistes l'aident. « Les chefs de la social-démocratie estompent et cachent aux masses le vrai caractère de classe du fascisme, ils n'appelaient pas à la lutte contre les mesures réactionnaires de plus en plus fortes de la bourgeoisie. Ils portent la grande responsabilité historique du fait qu'au moment décisif de l'offensive fasciste, une partie considérable des masses travailleuses n'a pas reconnu dans le fascisme le rapace financier sanguinaire, leur pire ennemi et du fait que ces masses n'ont pas été prêtes à la riposte » (5).

Que fait aujourd'hui le P. « C. » F. devant le processus de fascisation ? Face à des menaces précises (comme le référendum) il ne dénonce que les aspects secondaires et formels (le plébiscite, le caractère anticonstitutionnel) montrant ainsi qu'il est prêt à prendre sa place dans les nouvelles structures. Il joue le jeu en acceptant la participation-collaboration, et même en se battant pour l'imposer, seul s'il le faut, comme à l'Université. Il distille l'idéologie de la bourgeoisie décadente dans la classe ouvrière (le démocratisme, la publicité de consommation) et ne fait aucun travail d'explication auprès d'elle sur le problème du racisme. Il brise la montée des luttes populaires en se maintenant résolument sur le terrain de la bourgeoisie par le recours aux négociations ou aux élections. Il divise, par scissions, le mouvement des intellectuels progressistes quand il n'y est pas majoritaire (U.N.C.A.L., U.N.E.F.-Renouveau, S.N.E.-Sup). Il s'attaque aux forces révolutionnaires et livre, dans les quartiers et les usines, les militants à la répression.

Le P. « C. » F., comme la Social-démocratie allemande, fait le lit du fascisme.

Pour mener à la fois le combat contre le capitalisme et les monopoles qui le dirigent, contre le danger fasciste et pour le socialisme, il faut tenir le peuple autour de la classe ouvrière au sein d'un vaste Front uni. Celui-ci se situe à deux niveaux. Sur ce point, les conseils du 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste restent pleinement d'actualité et nous sont précieux.

La base du Front uni, sa force dirigeante, c'est le prolétariat, la seule classe révolutionnaire « jusqu'au bout ». Mais il est actuellement divisé et il faut le ressouder préalablement dans un Front unique prolétarien. Pour élever la conscience des

ouvriers, pour les unir et les organiser, il faut les arracher à l'influence du révisionnisme, des dirigeants syndicaux, agents infiltrés de la bourgeoisie après d'eux. L'unité se fera donc à la base, dans l'action et par la lutte constante contre les idées révisionnistes. Mais il faut s'y garder de tout sectarisme et ne jamais confondre la masse des travailleurs influencés et encore trompés par le révisionnisme et ses représentants directs devenus objectivement des traîtres. C'est une erreur qu'ont mal évitée les communistes allemands qui, à l'arrivée d'Hitler, s'étaient mis à dos plus d'un ouvrier socialiste sans réussir pour autant à les arracher à l'influence de la Social-démocratie.

« La possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend avant tout de l'activité combattive de la classe ouvrière elle-même, de l'union de ses forces en une armée unique luttant contre l'offensive du capital et du fascisme... Le prolétariat qui aurait réalisé son unité de combat paralyserait l'action du fascisme sur la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes, la jeunesse et les intellectuels ; il saurait en neutraliser une partie et attirer l'autre à ses côtés » (5).

En effet, l'unité ouvrière n'est pas suffisante pour remporter la victoire. Dans notre société, les classes moyennes représentent une part importante de la population. Quelles soient alliées ou ennemies du prolétariat est pour lui déterminant. Il s'efforcera donc d'entraîner dans sa lutte toutes ces autres classes et couches sociales opprimées par le capitalisme monopoliste, qui ont intérêt à s'en libérer et que le fascisme tente de rallier avant lui. Sur ce plan, on sait que l'échec des communistes allemands fut total.

Le partenaire immédiat du prolétariat est actuellement le mouvement étudiant et intellectuel révolutionnaire (comme ce le fut, à une étape, en Chine avec le mouvement du « 4 mai »). Avec lui, il doit regrouper dans un large Front populaire, dont le front unique prolétarien sera le fer de lance, le reste de la petite bourgeoisie : la paysannerie laborieuse (ouvriers agricoles, paysans pauvres, paysans moyens endettés), les artisans et petits commerçants, les employés, les techniciens et cadres moyens, les intellectuels progressistes. Il est possible que, dans la lutte antifasciste, ce front s'étende à un certain nombre de membres de professions libérales, de bourgeois libéraux, qui le rejoindront individuellement. Mais on ne peut l'élargir à des capitalistes non monopolistes qui, bien que détruits par les monopoles, accèdent en même temps à des places de strapontin auprès d'eux (leur comportement en mai a nettement prouvé qu'ils ne pouvaient être considérés comme faisant partie du peuple).

Il n'y a donc pas de compromis à passer dans le Front uni. Mais il n'y a pas, là non plus, à justifier de sectarisme, notamment de la part des ouvriers à l'égard des petits bourgeois. Comme nous l'enseigne Mao Tsé-toung, il faut savoir retenir chez les amis les expériences positives, les mettre en valeur et s'en servir pour en critiquer les aspects erronés. Il dit également : « Durant la période de front uni, la lutte (entre alliés) est le moyen d'unir, et l'union est le but de la lutte. Si l'on cherche à unir au moyen de la lutte, l'union se fera ; si l'on cherche à unir au moyen de concessions, l'union périra » (11).

Le front uni répond à la tactique et à la stratégie du prolétariat. Son rôle est donc à la fois défensif et offensif.

Il sert à éduquer les masses sur la réaction, à organiser contre elle leur autodéfense. Celle-ci est d'abord pacifique et s'appuie sur les libertés démocratiques utiles au peuple. Elle devient violente quand la réaction utilise la violence.

Au sein du front uni se fait, parallèlement, une intense propagande socialiste. Elle démystifie les masses sur la nature de la démocratie bourgeoise elle-même, et sur le révisionnisme. Elles les affranchit sur la dictature du prolétariat comme seule perspective pour elles de libération. Elle les prépare à la lutte pour son instauration.

Défense et offensive sont étroitement et constamment liés dans le front uni. La première est le « moyen » de le former ; la seconde est son « but », donc le moyen de le maintenir et de le développer.

Sa réalisation est donc, de toute façon, une tâche de la révolution.

Le Front Uni a, depuis mai, des formes embryonnaires mises en place sur l'initiative des masses. Les Comités de base et les Conseils ouvriers sont l'amorce du Front unique prolétarien ; les Comités de liaison étudiants-travailleurs, les Comités ouvriers-paysans-intellectuels, les Comités d'Action de quartier le sont du Front populaire. Mais ces organismes sont loin de regrouper encore les larges masses. Ils n'en réunissent actuellement que les éléments les plus avancés. Il faut donc élargir le Front, l'impulser, l'organiser. Ce n'est possible qu'avec un noyau dirigeant, qu'avec un Parti.

Pour développer le Front uni, la condition première est donc de développer le Parti : « Seul le Parti communiste est l'initiateur, l'organisateur, la force motrice du front unique de la classe ouvrière. Il ne peut assurer la mobilisation des grandes masses de travailleurs pour la lutte commune contre le fascisme et l'offensive du Capital qu'à la condition de renforcer dans tous les domaines ses propres rangs, de développer son initiative, d'appliquer la politique marxiste-léniniste et la tactique juste, souple, qui tient compte de la situation concrète et de la répartition des forces de classe » (5).

Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, lié aux masses ; un front uni de toutes les classes anti-monopolistes placé sous la direction d'un tel parti ; voilà les armes principales qui nous permettront de barrer la route au fascisme et de poursuivre la lutte jusqu'à la Révolution.

(8) Mao Tsé-toung : Intervention à la conférence de Moscou des Partis communistes, 1957.

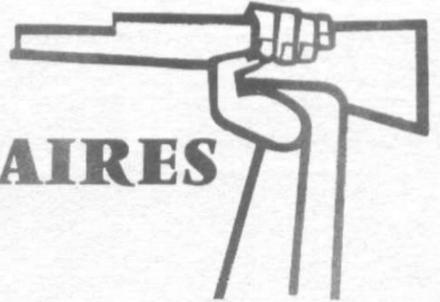
(9) Lénine, Tome XII, cité par Dimitrov.

(10) Hongqi, Pékin, Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous, 1963.

(11) Mao Tsé-toung, La tactique actuelle dans le Front uni de résistance contre le Japon, 1940.

D'UN 1<sup>ER</sup> MAI A L'AUTRE...

# MONTÉE DES LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LE MONDE ENTIER



1<sup>er</sup> mai 68... 1<sup>er</sup> mai 69. En une année, que d'événements décisifs, que d'évolutions brusques et significatives, bref, que de changements irréversibles se sont produits aussi courte période historique ! Il est remarquable que tous ces changements aient confirmé de façon éclatante les analyses des marxistes-léninistes, plus rapidement et plus profondément, parfois, qu'ils n'osaient l'entrevoir.

## LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

En France, tout d'abord, le mois de mai 1968 a été marqué par l'irruption en force sur la scène de l'histoire, du courant révolutionnaire qui cheminait plus ou moins souterrainement depuis que le P. « C. » F. et ses appendices s'étaient rangés ouvertement dans le camp de la bourgeoisie. Oh, certes, il y avait bien eu des signes avant-coureurs, mais les « augures » n'y prirent point garde. Caen, Le Mans, Quimper, Lyon, Besançon furent pendant les mois qui précédèrent l'explosion révolutionnaire de mai, le théâtre de combats classe contre classe acharnés. Jeunes ouvriers, paysans pauvres en furent les protagonistes, face aux forces du désordre bourgeois (C.R.S., gendarmes, gardes républicains).

De même, depuis quelques mois, ce que les mêmes augures appelaient pudiquement le « malaise étudiant » allait croissant.

Mais, observateurs bourgeois et révisionnistes tombaient d'accord pour se dire qu'après tout, « il n'y avait pas le feu ».

Le pouvoir des monopoles avait confiance dans la capacité des dirigeants réactionnaires ou réformistes de la paysannerie, et dans les bonzes syndicaux de toute nuance, pour circonscrire les « troubles » et abuser les masses.

De même, ces observateurs tournaient-ils en dérision « l'agitation estudiantine, action sans issue, d'idéologies fumeuses et coupées des réalités ».

Quand on relit aujourd'hui ce qu'écrivaient en avril 68, les M. Duverger, J. Daniel, F. Giroud ou Andrieux, etc., on ne peut manquer d'être saisi d'une franche bonne humeur.

« Les Français s'ennuient », écrivait l'un d'eux. Aujourd'hui, un an bientôt après le déroulement du plus grand mouvement revendicatif et révolutionnaire que notre pays connu depuis la Commune, les « Français » ne s'ennuient toujours pas.

Loin de céder au découragement, les prolétaires et les intellectuels révolutionnaires, ont tiré les leçons de leurs revers momentanés.

Mai 1968 ne pouvait être victorieux, parce que les organisations révisionnistes et réformistes contrôlaient, pour l'essentiel, la classe ouvrière et la paysannerie. Quant aux organisations authentiquement révolutionnaires, trop jeunes encore, et insuffisamment liées aux masses, elles ne pouvaient alors remplir le rôle historique qui leur est imparti, à savoir, conduire victorieusement l'assaut populaire contre le pouvoir des monopoles et établir la dictature du prolétariat.

Mais depuis mai 68, malgré la répression légale et illégale, de l'appareil d'état gaulliste, des machines politiques et syndicales révisionnistes et autres, les masses qui ont jugé et continuent de juger sur pièces, les Waldeck-Rochet, Ségué et Cie, s'arrachent à l'emprise révisionniste.

Malgré le sabotage des divers groupes trotskistes, les comités d'action, comités de base, conseils ouvriers, se multiplient dans les quartiers, les entreprises, les facultés, les lycées.

Dans le silence général de la presse, de « Minute » à l'« Humanité », des milliers d'ouvriers de toutes les corporations et régions luttent, souvent avec succès pour leurs revendications, faisant fi des consignes de calme d'un Ségué.

## LA LUTTE ROUGE 1<sup>ER</sup> MAI 1911

Certes, la lutte pour démolir idéologiquement et politiquement le révisionnisme, dernier rempart du capital, est une entreprise de longue haleine. Mais chaque grève sabotée par eux, et aussi chaque victoire remportée malgré eux (comme chez Tudor à Nîmes) les démasquent mieux que ne le feraient des millions de tracts.

C'est pourquoi, un an après l'inoubliable mois de mai 1968, les révolutionnaires ont raison d'être optimistes. Quels que soient les aléas du combat de chiens qui oppose les diverses « équipes » de la bourgeoisie quant à la meilleure façon d'opprimer le peuple, ce dernier sait qu'il existe une autre alternative. Cette alternative, ce n'est pas la fameuse démocratie avancée (qui, en fait, recule vers des horizons sans cesse plus lointains), mais le socialisme.

## L'EUROPE CAPITALISTE EBRANLÉE

Les douze mois qui viennent de s'écouler ont également vu l'ébranlement de l'ordre capitaliste dans toute l'Europe occidentale, y compris dans les pays qui, jusque là, n'avaient pas été touchés par la vague révolutionnaire. Les étudiants ouest-allemands et Italiens ont poursuivi leurs luttes malgré la répression. En Italie, la jonction s'est opérée entre l'avant-garde révolutionnaire intellectuelle et les combats menés par la paysannerie pauvre et la classe ouvrière, en particulier dans le sud du pays et en Sardaigne. La récente révolte de Battipaglia révèle la montée révolutionnaire croissante des masses italiennes.

En Italie comme en Allemagne Occidentale, les coalitions catholiques - social démocrates au pouvoir se montrent aussi féroces que les gouvernements dictatoriaux d'Espagne ou du Portugal.

Mais en Espagne, justement, le pouvoir franquiste a dû lui-même recourir à une répression encore accrue. En pure perte, d'ailleurs. Les dernières nouvelles sont autant d'échos des luttes révolutionnaires dans toute la pénin-

sule, ainsi que de la lutte héroïque du peuple basque pour ses libertés.

Et les émeutes récentes de Londonderry et Belfast, qui ont contraint le gouvernement fantoche de l'Ulster à faire appel à l'armée de ses maîtres anglais, signifient entre autres choses que le peuple irlandais ne s'est pas résigné au partage de son pays par les impérialistes britanniques, vieux pourtant d'un demi-siècle.

Le gouvernement Wilson, « socialiste », comme chacun sait, est d'ailleurs également aux prises avec bien d'autres problèmes : la révolte du peuple des petites Antilles, l'hostilité croissante des peuples d'Afrique pour sa complicité avec le gouvernement des colons blancs de Rhodésie, et surtout, le combat revendicatif des ouvriers britanniques. Pour enrayer ce dernier, Wilson veut faire adopter des lois anti-grèves telles que Churchill lui-même n'en aurait pas rêvées !

L'Europe capitaliste toute entière connaît des troubles. Ceux-ci ne pourront qu'aller en s'aggravant car ils sont autant de symptômes de la crise générale du capitalisme.

## L'AMERIQUE LATINE TOUT ENTIERE SOULEVÉE !

Quelques semaines avant la tempête de mai 68, les révolutionnaires du monde entier s'étaient inclinés devant le sacrifice héroïque d'hommes comme Camilo Torrès et Ernesto Che Guevara. Quelles qu'aient été leurs réserves quant aux caractéristiques des actions entreprises par ces révolutionnaires. Et beaucoup se demandaient si, pour une période indéterminée, la « paix » yankee, celle de l'exploitation et de l'oppression sans frein, n'allait pas bénéficier d'un sursis.

Aujourd'hui 1<sup>er</sup> mai 1969, cependant, que voyons-nous ? Non seulement les foyers de lutte armée (Colombie, Venezuela, Guatemala, Bolivie, St-Domingue, etc.), n'ont pas été résorbés, mais ils ont remporté des succès importants.

Mais surtout, la lutte s'est étendue aux pays à façade « démocratique » comme le Mexique où le massacre de centaines d'étudiants et d'un nombre indéterminé de paysans n'a pas suffi à restaurer l'autorité du président Diaz Ordaz, et de sa bureaucratie corrompue et cupide.

Deux autres pays à façade « démocratique », l'Uruguay et le Chili ont connu des développements analogues. Le sang des ouvriers et des étudiants de Montevideo, celui des sans-logis de Puerto-Montt, massacrés par la police des présidents « démocratiques » Pacheco et Frei, ramène à sa juste valeur la démocratie bourgeoise prônée par les révisionnistes, latino-américain comme la panacée universelle. Nous voilà loin, en tout cas, du continent pacifié dont rêvait Johnson. Si son successeur avait quelque illusion lors de son arrivée à la Maison Blanche, il les aura vite perdues.

Ne quittons pas le continent américain sans saluer la lutte des peuples afro-américain et franco-canadien qui, au cœur même de la plus importante citadelle impérialiste, contribuent à hâter la chute de celle-ci. Saluons aussi les révolutionnaires nord-américains, qui ont porté sans cesse plus de coups, et de plus en plus rudes, au pouvoir impérialiste dans leur propre pays.

## L'ASIE, CŒUR DE LA ZONE DES TEMPÊTES

Les pourparlers de Paris, commencés il y a un an, n'ont pas empêché le peuple vietnamien de remporter de nouvelles victoires sur le terrain. Jamais les pertes yankees et fantoches n'avaient été aussi élevées. Nixon, qui ne reculait devant aucune rodomontade, lorsqu'il était candidat à la présidence, est soudain devenu discret. Depuis son accession à la Maison Blanche, il sait mieux combien la cause impérialiste est perdue, au Viêt-nam comme dans tout le sud-est asiatique des Philippines au Pakistan et du Laos à l'Indonésie. Le départ des troupes yankees serait le signal de l'effondrement de tous les régimes fantoches de la région. Mais la guerre du Viêt-nam est déjà perdue sur le terrain pour les impérialistes américains.

Tel le fou du proverbe chinois, ils ont enfourché un tigre et ne pourront ni en descendre, ni rester sur son dos. Dans les deux cas, ils sont promis à un sort funeste.

Le peuple japonais, au premier rang duquel se trouvent les intellectuels révolutionnaires et les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et de la paysannerie, poursuit le combat contre l'occupant U.S. et le pouvoir des monopoles nippons et, comme récemment à Okinawa, remporte d'importants succès.

Mais dans cette région, le fait le plus important a été la destruction par les forces armées populaires de la Corée du Nord, d'un avion espion yankee, le 15 avril. Là encore, Nixon qui avait naguère accablé Johnson de sarcasmes lors de la capture du navire espion « Pueblo », est devenu soudain plus « raisonnable ». Seule consolation pour lui : la collaboration de la marine de guerre soviétique pour la recherche des débris de l'appareil abattu. C'est peu ! Quant aux démonstrations aéronavales au large de la Corée, elles n'intimident pas le peuple coréen.

## LA GUERRE DU PEUPLE ARABE CONTRE LE SIONISME

En un an, là aussi, que de progrès décisifs ! Les patriotes palestiniens frappent plus fort ; les sionistes ont perdu la superbe qu'ils affichaient encore il y a un an. La guérilla s'étend aux territoires égyptiens et syriens occupés. Les sionistes affolés, en viennent à jeter les derniers masques et à recourir aux mêmes arguments que leurs prédécesseurs nazis, ainsi que le révèlent, entre autres, les attendus d'un jugement prononcé le 13 avril par le tribunal militaire israélien de Romallach, publiés récemment dans la presse.

Mais si Dayan et ses complices chaussent les bottes de Von Stülpnagel et Oberg, ils doivent savoir ce qu'il est advenu de leurs tristes « modèles ». Le peuple arabe ne se laissera détourner de sa juste lutte ni par la terreur sioniste, ni par les manœuvres des « quatre grands ». Il ne posera les armes que lorsque le peuple palestinien aura recouvré sa patrie spoliée par l'occupant étranger.

## LA DEBANDADE REVISIONNISTE EN EUROPE

En mai 1968, les gens du Nouvel Observateur et du Figaro nous chantaient à l'unisson, les mérites du prétendu printemps de Prague. A peu près seuls en France à l'époque, nous indiquions que les révisionnistes tchécoslovaques ne valaient pas mieux que leurs modèles russes. Quelques mois plus tard, lorsque les contradictions sont devenues insolubles, entre révisionnistes russes et tchécoslovaques, les premiers, après s'être assurés la neutralité du camp impérialiste (au prix de quelles concessions !) ont envahi la Tchécoslovaquie, agissant ainsi comme les Yankees à Saint-Domingue, Dubcek et ses acolytes révélèrent leur nature de traîtres, appelant le peuple à la non-résistance.

Aujourd'hui, les Dubcek et autres sont politiquement liquidés et les occupants se débarrassent d'eux sans difficulté. Mais les difficultés viennent d'ailleurs. En Tchécoslovaquie, ainsi que l'ont montré les manifestations du 28 mars dans tout le pays, le peuple a surmonté la trahison de ses dirigeants indignes, et a engagé la lutte ouverte contre les occupants et leurs laquais. Dès lors, plus question de songer à « normaliser » la situation de la Roumanie ou de la Yougoslavie. Le jugement des marxistes-léninistes sur le titisme ou sur la « voie roumaine » est connu. Mais la volonté de résistance des peuples roumains et yougoslaves face au social-impérialisme russe constitue, pour la période actuelle, l'aspect principal de la question, et c'est un aspect positif.

Après les Yankees, les révisionnistes russes font à leurs dépens une expérience analogue. Il ne suffit pas d'avoir les armes les plus terrifiantes, les troupes les plus nombreuses, etc., pour venir à bout des peuples, même faibles en apparence. Démasqués dans le monde entier, enlisés en Europe centrale dans une occupation militaire de type impérialiste, telle est aujourd'hui la situation des sociaux-impérialistes russes. Ah ! Il est loin le temps où, de concert avec leurs rivaux et complices Yankees, ils se querellaient sur la répartition des zones d'influence. Aujourd'hui, aux prises avec des difficultés sans nombre dans leurs empires respectifs, ils s'efforcent vainement de rétablir une situation chaque jour un peu plus compromise.

C'est compte tenu de ce contexte qu'il faut examiner l'agression des révisionnistes russes, en mars dernier, contre la Chine populaire.

## LES NOUVEAUX TSARS ENCORE UNE FOIS VAINCUS

Les activités agressives des expansionnistes du Kremlin dans la région de l'Oussouri avaient plusieurs buts secondaires :

— « sonder » les défenses de la République Populaire de Chine ;

— susciter dans le monde entier une campagne raciste anti-jaune ». L'incroyable article de Dadiants, correspondant de l'agence russe Novoski à Paris, dans le « Monde » du 2 avril, est révélateur à cet égard. Dadiants (après Evtouchenko !) agit le souvenir de Gengis Khan, compare la « Chine Maoïste » et l'Allemagne hitlérienne et indique que la frontière que les soldats russes défendent sur l'Oussouri n'est pas seulement celle de l'U.R.S.S.. C'est celle du « Monde libre » en somme.

— Mais le but essentiel était de causer de graves difficultés à la Chine populaire à la veille de la réunion du 9<sup>e</sup> Congrès du P.C.C.

Jusqu'au dernier moment, les révisionnistes russes et certains de leurs inconditionnels (la récente série d'articles de Jean-Emile Vidal dans « L'Humanité » le prouve), auront, cru pouvoir renverser le cours de l'histoire en Chine et restaurer à Pékin l'autorité des disciples chinois de Khrouchtchev, abattus au cours de la grande révolution culturelle prolétarienne.

## VICTOIRE DECISIVE DE LA PENSÉE DU CAMARADE MAO TSE-TOUNG

L'échec militaire des révisionnistes russes sur l'île de Tchen Pao a appris aux nouveaux tsars ce qu'il en coûte de lever la main sur la Chine Rouge. Et la tenue victorieuse, quelques jours plus tard, du 9<sup>e</sup> Congrès du P.C.C., premier congrès réuni après la victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne, a sonné le glas des espoirs de la clique de Brejnev.

Décidément, la Chine restera rouge !

Les 750 millions de Chinois vont de l'avant, guidés par la pensée du camarade Mao Tsé-toung. Face aux impérialistes et aux révisionnistes, ils édifient leur société socialiste, et se débarrassent « en marchant » des larves bureaucratiques, opportunistes et réactionnaires, porteuses de la ligne réactionnaire bourgeoise. La victoire de ligne révolutionnaire prolétarienne en Chine nous ramène, en raison de sa portée universelle, au début du présent article.

En ce premier mai 1969, les révolutionnaires et progressistes français qui furent à l'avant-garde du printemps révolutionnaire de mai 1968, savent désormais que les idées pour lesquelles ils ont lutté sont solidement au pouvoir, en Chine Populaire comme en Albanie socialiste, ce qui constitue un gage de victoire inéluctable.

# L'ACTUELLE C. G. T. JUGÉE PAR UNE DE SES JEUNES MILITANTES

Les adhérents de base de la C.G.T. se posent des questions, beaucoup de questions, surtout après la trahison des dirigeants confédéraux à Grenelle. Quelques-uns, même, commencent à donner certaines réponses à ces questions. C'est le cas par exemple d'une jeune militante, qui nous fait parvenir une lettre accompagnée d'un long texte de réflexions sur la centrale à laquelle elle appartient. Nous publions une partie seulement de sa lettre car la publication intégrale situerait trop facilement la militante en question et amènerait inévitablement sur elle la répression patronale et la calomnie des bonzes syndicaux.

Du texte, très long, nous n'avons pu garder qu'une partie, la plus intéressante, celle qui montre la prise de conscience de cette jeunesse travailleuse face à l'exploitation patronale et à la trahison révisionniste.

S..., le 29-3-69.

Chers camarades,

Je vous joins un compte rendu que j'ai fait (de mon mieux) sur la C.G.T.. J'ai 21 ans, je travaille aux pièces comme décoratrice au pistolet dans une fabrique de ... Le travail est dur et peu payé, et il faut se battre comme des bêtes contre nos patrons qui nous traitent comme au Moyen Age.

Il n'y avait aucune organisation syndicale dans l'entreprise avant mai-juin, le jour J est arrivé pour créer et organiser un syndicat (la C.G.T.). Nous sommes 125 ouvrières, 80 syndiquées. Je suis déléguée du personnel, je ne suis pas pour les dirigeants de nos syndicats, mais pour maintenir une certaine limite de défense contre nos patrons, et il fallait des volontaires pour diriger ce syndicat, alors j'ai accepté d'y militer.

C'est par une grève illimitée de 15 jours que nous avons participé aux événements de mai-juin, et peu de chose nous a été accordé, sinon une maigre augmentation de 40 centimes de l'heure, 40 centimes versés par échelonnages ! Aujourd'hui nous attendons toujours notre prime de fin d'année. Après ces quinze jours, je voulais continuer la lutte, mais comme personne ne voulait plus suivre j'ai été contrainte de reprendre le travail avec les autres.

Trompées par la C.G.T., les filles ne voulaient pas m'écouter, pour elles j'étais une gauchiste ; j'ai essayé de faire de mon mieux.

Croyez-moi, camarades, je suis sincère et mes idées sont les vôtres.

Si je suis déléguée, ce n'est pas pour trahir mes propres idées c'est pour défendre la cause des ouvrières de mon établissement, et croyez-moi, je n'écoute pas les mensonges des dirigeants syndicaux.

Je suis une révolutionnaire, je suis des vôtres, mais à l'usine je suis contrainte de faire attention car les patrons me tiennent en joue. Ils n'attendent qu'un mot ou un tract, une preuve de mes activités « chinoises » pour me fiche à la porte, et ensuite je serai fichée dans la ville et je ne retrouverai pas de travail.

Je reste une sympathisante, votre journal est très bien.

Que pensent de nombreux jeunes travailleurs et jeunes militants de la C.G.T. d'aujourd'hui ? (Extraits.)

Les dirigeants de la C.G.T. n'ont jamais soutenu le mouvement de mai et juin. Ce sont les masses salariales et estudiantines qui se sont soulevées. Les dirigeants des syndicats sont seulement venus

pour les contredire. Ils n'ont rien fait en mai pour faire appliquer l'échelle mobile (1).

## ● REFLEXIONS A PROPOS DU GAUCHISME ET DU REVISIONNISME.

Nous sommes obligés de constater que nos pères et nos mères n'avaient pas les mêmes dirigeants que nous, les jeunes. Nous voulons voir aboutir rapidement une vraie C.G.T. prenant réellement en main la défense des travailleurs, mais une C.G.T. avec de vrais responsables et non des hommes qui se trouvent à la solde du gouvernement et des gros industriels.

## ● ATTENTION AUX GAUCHISTES... !

Actuellement, les dirigeants de la C.G.T. ne cessent de rappeler aux jeunes travailleurs de ne pas suivre les gauchistes. Ils nous disent : ce sont les gens du gouvernement, ils nous ont volé l'internationale et nos drapeaux rouges pour vous attirer dans un guet-apens, d'ailleurs ce sont des anarchistes, etc.

Non ! Nous qui suivons les marxistes-léninistes, nous ne sommes pas d'accord, car leurs calomnies bernent la classe ouvrière ; nous voulons que le pouvoir soit au peuple et que la bourgeoisie qui nous exploite soit effacée de la scène de l'Histoire.

## ● LA C.G.T. A BIEN CHANGE.

Nous, la jeunesse de la C.G.T., nous ne voulons pas, nous n'acceptons pas que soit effacé, ce que nos pères et nos mères ont tracé avec leurs luttes, leurs peines, leur sang.

La C.G.T. n'était-elle pas une base révolutionnaire ?

Or, maintenant si nous suivons le soit disant « camarade » Séguy et ses compères, la révolution prolétarienne serait celle qui s'inscrit sur les papiers, mais qui dans les faits serre les mains des pires ennemis de la classe ouvrière et du vrai communisme.

## ● IL RESTE DE VRAIS MILITANTS !

Dans certains syndicats, il reste de bons militants, des hommes qui ont lutté, et qui continuent de lutter pour que le communisme, le pouvoir de la classe ouvrière règne dans le monde.

Mais parmi les dirigeants, où sont ceux qui faisaient trembler le monde capitaliste ? Ceux que la bourgeoisie craignait et montrait du doigt en disant : « Ce sont les hommes du chef du Kremlin bolchevik », (celui qui voulait écraser le monde bourgeois, et qui faisait de grands sacrifices pour rendre son peuple heureux, le grand Staline), mais nous ne les avons plus, ils sont les uns dans la tombe, les autres militent encore mais dans l'ombre, ils sont morts en déportation fusillés par les nazis. Ils étaient courageux et donnaient tout au peuple.

1936 fut mené par ces hommes dans des conditions très dures, mais les revendications arrachées à cette époque existent encore, mais en 1968, que reste-t-il ? Où sont les revendications arrachées par le « camarade » Séguy à Grenelle, alors qu'il avait 10 millions de travailleurs derrière lui ? Il ne reste rien, les augmentations ont été toutes reprises par les patrons, et aujourd'hui nous gagnons les salaires d'avant les grandes luttes de 1968.

## ● FAUT-IL VENDRE LA V.O. ET ANTOINETTE ?

Est-ce que ce sont des journaux ouvriers ? Ils prétendent lutter contre la bourgeoisie, alors que cette même bourgeoisie étale sa propagande et sa publicité tout comme dans les revues bourgeoises, aussi les travailleurs ne peuvent oublier que cette publicité capitaliste rapporte gros aux révisionnistes de la C.G.T.

Et Antoinette, la revue des femmes de la C.G.T. ? C'est aussi des pages et des pages de publicité tapageuse. La haute couture de chez Cardin, Paco Rabane, Dior, etc., toutes ces maisons qui exploitent

leurs ouvrières. La C.G.T. pousse la collaboration de classe, jusqu'à envoyer des jeunes filles syndiquées visiter la maison de couture de « Monsieur Dior », qui, habituellement, n'est fréquentée que par les pires ennemis de la classe ouvrière, les « dames » des gros capitalistes.

Le soit-disant « camarade » Séguy a peut-être oublié que pour acheter une robe chez Monsieur Dior, il faut qu'une ouvrière travaille plusieurs mois.

Pourtant après « sa grande lutte de mai », la C.G.T. ne devrait pas être l'amie de Monsieur Dior...

Après tout cela, comment laisser les dirigeants de la C.G.T. venir faire la morale aux jeunes sur la façon de mener les luttes ? Nous, ne voulons plus de mannequins pour nous diriger mais des hommes comme ceux qu'ils insultent en les taxant de gauchistes, dans ces gauchistes, ne visent-ils pas les seuls révolutionnaires, les communistes marxistes-léninistes, ceux qui veulent que les lendemains chantent.

Oui, nous voulons de vrais dirigeants, des hommes qui savent mener une action jusqu'au bout, des vrais révolutionnaires.

Note de la rédaction.

(1) A Grenelle, l'échelle mobile présentée comme « revendication essentielle » par la clique dirigeante de la C.G.T. a été mise au réfrigérateur.

Après mai 1968 afin de redorer leur blason, les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. ont fait de l'échelle mobile, leur principal cheval de bataille.

Nous considérons qu'en système capitaliste cette revendication est utopique et qu'elle ne sert pas les intérêts de la classe ouvrière. Au contraire si elle était appliquée, elle ne creuserait que davantage le fossé entre les différentes catégories professionnelles de travailleurs des différentes branches d'industrie ; puisque son fonctionnement serait d'une part en pourcentage et sous le contrôle des centrales syndicales révisionnistes et réformistes, et des représentants du pouvoir des monopoles. Elle serait un moyen supplémentaire de division des travailleurs, un frein à la lutte de classe, rejetant de plus en plus les travailleurs les plus exploités dans la misère.

Oui, camarade, il reste de vrais militants. Certains sont morts à la tâche ou assassinés par les nazis, d'autres, les révisionnistes ont sombré dans la collaboration de classe, mais il reste de nombreux travailleurs syndicalistes qui n'ont jamais cessé de mener la lutte de classe. Certains sont encore à la C.G.T. et militent à la base, d'autres ont été exclus par les bonzes qui ont préféré violer leurs propres statuts plutôt que d'accepter de cohabiter avec des hommes qui leur reprochaient sans cesse leurs trahisons successives. En dedans ou en dehors de la C.G.T., ils poursuivent leur lutte intransigeante contre les exploités capitalistes et leurs valets serviles, les révisionnistes, les réformistes ; on en retrouve beaucoup dans les comités de base, dans les comités d'actions ; ils savent que la lutte sera longue mais ils sont certains qu'elle sera victorieuse car ils servent le peuple, la classe ouvrière, ils vont dans le sens logique de l'Histoire, alors que les traîtres au mouvement ouvrier courent à l'échec. Et puis il y a cette jeunesse qui monte, cette jeunesse qui, éprise de grands idéaux, ne peut suivre les Séguy et consorts sur le chemin de la collaboration de classe.

Alors, tous les espoirs sont permis.

Tous ensemble nous renverserons le honteux système d'exploitation de l'homme par l'homme, tous ensemble nous construirons un monde nouveau où il fera bon vivre le socialisme.

Nous reviendrons plus complètement sur cette question.

HUMANITE ROUGE



## POMPIDOU - SÉGUY DEUX AIRS UNE MÊME CHANSON



Le numéro d'avril de la luxueuse revue patronale « Expansion » contient entre autres, une interview de Pompidou (« Pompidou raconte Grenelle »). Par ailleurs, la presse a publié récemment le texte d'un discours prononcé le 4 avril à Pamiers par Georges Séguy.

« Expansion » n'est pas destinée aux lecteurs ouvriers. Pompidou ne s'y embarrasse donc pas de périphrases. Par contre, Séguy, parlant devant un auditoire populaire, est contraint d'avoir recours à la phraséologie trompeuse qui est celle des révisionnistes.

Il n'en est que plus frappant de constater combien ils confirment tous les deux, chacun à leur manière, leur collusion du mois de juin dernier, collusion qui aboutit à la liquidation aux moindres frais (pour les monopoles) du plus grand mouvement de grève de l'histoire de la classe ouvrière française. Mais ils confirment aussi le rôle d'ores et déjà important, malgré son caractère encore minoritaire, — de l'avant-garde révolutionnaire dans ce qui a été obtenu au-delà des limites définies à Grenelle. La hargne des deux Georges, le maître et le valet à l'encontre de cette avant-garde, est très révélatrice. C'est, en somme, l'hommage que le vice rend à la vertu...

Mais laissons plutôt la parole à ces « intéressants » personnages.

## LES JEUNES TRAVAILLEURS VEULENT SECOUER LE COCOTIER

POMPIDOU : je souligne ce qui a été pour moi, perceptible sur le moment, c'est-à-dire, le rôle de détonateur des jeunes ouvriers. C'étaient en général les garçons qui avaient acquis depuis peu des Brevets Techniques (...) qui avaient des situations de départ qui ne correspondaient pas au titre et à la formation qu'ils avaient reçue. Ceux-là ont éprouvé de façon aussi aiguë que les étudiants, le besoin de « secouer le cocotier ».

SEGUY : On peut comprendre que, dans la fièvre et les passions du printemps 1968, certains cerveaux se soient laissés entraîner dans un tourbillon qui aurait pu connaître une fin tragique si les militants de la classe ouvrière n'avaient conservé leur sang-froid, leur lucidité, pour assumer les lourdes responsabilités dont ils avaient la charge.

Pompidou, s'adressant à des patrons et à des bourgeois, reconnaît que les jeunes ouvriers ont joué le rôle du « détonateur », en mai dernier. C'est-à-dire que, faute de mots d'ordre de lutte, émanant des centrales syndicales, ils ont été l'avant-garde qui a envisagé la lutte, entraînant la masse des travailleurs. C'est ce que Séguy, dans son singulier langage, ap-

pelle « la fièvre des passions du printemps 1968 », et « l'entraînement des cerveaux dans un tourbillon ».

Quant à ce que Séguy appelle « les lourdes responsabilités » des bonzes, en quoi consistaient-elles ?

Le maître et le valet, là encore à l'unisson répondent.

## CONTROLLER LE MOUVEMENT, S'OPPOSER AUX REVOLUTIONNAIRES

POMPIDOU : Il ne faut pas avoir une grande formation politique pour savoir (...) que le Parti Communiste et la C.G.T. ont pour règle fondamentale de ne jamais se laisser déborder sur leur gauche. Ils étaient donc conduits à prendre la tête du mouvement pour arriver à le contrôler...

A Cléon, par exemple, et ailleurs, les dirigeants syndicaux se sont trouvés entraînés, plus ou moins malgré eux, à emboîter le pas et à généraliser le conflit ouvrier...

SEGUY : Aussi n'est-il pas surprenant que l'ennemi de classe (!) qui s'est tant acharné à nous attaquer de droite en vain (...) ait imaginé de nous porter aussi des coups de gauche, dans le but de semer le trouble, la division et, si possible, de nous entraîner dans de sombres provocations.

(suite page 11),

**POMPIDOU-SEGUY** (suite de la page 10).

Les jeunes travailleurs de Renault, de Saviem, de Rhodiaceta, débrayant en entraînant leurs camarades, voilà donc, selon Ségué, l'instrument de l'ennemi de classe, l'outil avec lequel les monopoles ont porté des « coups de gauche » au mouvement ouvrier, auquel Ségué s'identifie en tout modeste.

La confrontation des deux textes permet de voir que si, effectivement la C.G.T. et le P. « C. » F. ont été « débordés sur leur gauche » comme dit Pompidou, cela ne résulte pas d'un impossible complot entre les étudiants et les ouvriers « gauchistes » manipulés par le pouvoir de monopoles. Cela provient d'un fait dont tout le monde convient désormais bon gré mal gré : la C.G.T. et le P. « C. » F. se trouvent à droite, par rapport aux aspirations des travailleurs, à droite par rapport à la jeunesse intellectuelle révolutionnaire (ainsi que le montrent les lamentables exhibitions de l'U.N.E.F.-Renouveau).

Ségué et Pompidou savent bien qu'il n'y a là nulle « provocation » mais un fait objectif. Il leur est de plus en plus difficile de « contrôler le mouvement ». C'est cela qui enrage Ségué et préoccupe Pompidou.

**LA MACHINATION DE GRENELLE DEMONTEE PAR SON PRINCIPAL INSTIGATEUR**

*Axiome. — Pompidou : Le Parti Communiste sait depuis toujours qu'il peut détourner le mouvement ouvrier de l'agitation lorsqu'il la juge stérile, en apportant des satisfactions tangibles, matérielles, immédiates.*

(C'est-à-dire détourner les travailleurs de l'essentiel en leur fixant comme objectif ce que le pouvoir des monopoles peut leur concéder sans risque. N.D.L.R.)

Arrive la négociation de Grenelle. Passons sur la vantardise et l'autosatisfaction goguenarde de Pompidou. En tant qu'individu le personnage ne nous intéresse pas. Mais en tant que représentant du pouvoir des monopoles, voyons comment il apprécie la situation.

Pompidou explique la répartition pratique du travail entre les délégations. La C.G.T. commence par poser la revendication minimum d'une hausse de 12 % (très en retrait d'embellie sur les revendications de la base. Cf. Renault : 1 000 F à la base !) Mais très vite tout ce beau monde se met d'accord sur une proposition médiane de la C.G.C. et de la C.F.D.T. : « 7 % au premier juin. HAUSSE QUI DEVAIT INCORPORER TOUT CE QUI AVAIT ETE DONNE DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER, plus 3 % au 1<sup>er</sup> octobre. »

Notons que les prétendus gauchistes de la C.F.D.T., s'ils savent prendre des attitudes héroïques devant les travailleurs, et notamment devant leur base, savent aussi jouer les « honnêtes courtiers », lorsqu'ils se retrouvent dans les salons ministériels.

*Pompidou : Je garde la conviction que ces chiffres étaient élevés, mais qu'ils n'étaient pas absurdes et ne compromettaient pas l'économie.*

C'est-à-dire le système capitaliste et les profits du même nom. Nous nous en doutions...

Dans son discours de Pamiers, Ségué est très discret sur Grenelle. Sa discrétion redonne leurs justes proportions aux chants de victoire des bonzes, en juin dernier. Aujourd'hui Ségué « écrase », et son silence est une confirmation éloquentes des appréciations de Pompidou.

**QUELQU'UN TROUBLA LA FETE...**

*Pompidou : A mon avis tout le monde l'a cru (que le travail allait reprendre après Grenelle - N.D.L.R.). Je crois que les dirigeants de la C.G.T. étaient sincères, qu'ils n'ont pas cherché à tromper. Bien entendu, ils ont repris la thèse habituelle : « Nous soumettrons tout cela aux travailleurs ». Mais en fait, ils considéraient que l'approbation était probable (...) on croyait que la page était tournée.*

Mais, Ségué se fit huer par les travailleurs de chez Renault et ses acolytes connurent la même mésaventure partout ailleurs. Les comploteurs de Grenelle étaient battus par la classe ouvrière toute entière dressée.

C'est pourquoi Ségué, après 10 mois, en tremble encore, et il a raison de trembler. Cela lui fait dire encore plus de bêtises qu'il n'en a coutume, qualifiant par exemple ce qu'il appelle le phénomène gauchiste « d'entreprise utilisant une poignée de traîtres à la classe ouvrière et agissant pour le compte de ses pires ennemis ».

Mais dis donc, Ségué, où était-elle, la poignée de traîtres en mai 1968 ? Parmi les masses de prolétaires indignés qui t'ont conspué le matin du 27 mai ? Ou à Grenelle, occupée à liquider aux moindres frais le mouvement revendicatif et révolutionnaire des travailleurs ?

A t'en croire, « la poignée de traîtres, agissant pour le compte de ses pires ennemis », c'était donc ceux qui, aux côtés de la totalité des grévistes, ont rejeté et dénoncé le compromis pourri que tu as contribué à élaborer à Grenelle, avec, précisément les mandataires des pires ennemis de la classe ouvrière. A qui comptes-tu vendre une pareille salade ?

**POMPIDOU**

**DESIGNE L'ENNEMI A ABATTRE...**

*Pompidou : Pour conclure, je ne crois pas que le plus grave de nos difficultés économiques et financières vienne des accords de Grenelle. Je crois que c'est l'échec des accords dus aux extrémités qui a été désastreux. La plus grande responsabilité est là.*

Enregistrons l'aveu. Le contenu des accords de Grenelle avait été calculé en fonction des possibilités du pouvoir des monopoles. C'est la prolongation de la grève et ce que les travailleurs ont arraché de ce fait, malgré l'attitude des centrales syndicales, qui a plongé les monopoles dans les difficultés où ils se débattent encore. « La plus grande responsabilité est là », dit Pompidou.

**... ET SEGUY OBEIT ET SORT SON GROS BATON**

*Ségué : Toute tentative visant sous couvert de divergences, à miner, de l'intérieur ou de l'extérieur, l'organisation syndicale de classe qu'est la C.G.T. ne peut être que le fait de la réaction, et sera, par conséquent traitée comme telle.*

On sait comment Ségué et ses sbires se comportent à l'égard de ceux qui percent à jour devant les masses leur ligne de trahison à 100 %. Un tel comportement est logique de leur part. Pompidou a désigné l'ennemi, Ségué fait chorus avec lui, et menace. Les deux Georges sont dans le même bateau. S'il coule, ils boiront la tasse et ils le savent. Mais un peu partout, en France, que ce soit au Mans, à Sochaux, chez Tudor à Nîmes ou chez Périot à Bordeaux, les travailleurs rejettent leurs illusions sur Ségué et sa clique et mènent leur combat à sa fin victorieuse.

De tels exemples iront se multipliant, et la classe ouvrière saura briser l'appareil révisio-réformistes des « grandes » centrales, C.G.T. en tête et se redonner l'instrument adéquat pour mener jusqu'à la victoire, la lutte classe contre classe.

**UNISSONS LES PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS AUTOUR DU PROLÉTARIAT !**

Plusieurs camarades révolutionnaires se trouvent quelque peu désemparés devant les manifestations violentes et les grèves des petits commerçants et artisans. Ces mouvements dans la mesure où ils visent à perpétuer un système économique condamné à disparaître par le développement même du capitalisme peuvent paraître réactionnaires. Est-il possible de les soutenir sans se retrouver sur les positions des révisionnistes ? C'est là une question importante dans la conjoncture politique actuelle, les communistes doivent apporter des réponses claires et précises.

Engels, dans la « question paysanne », explique bien que les communistes ne peuvent conquérir les petits producteurs indépendants du jour au lendemain, parce qu'ils ne peuvent les soutenir en tant que tels. « Nous ne pourrions jamais faire un camarade du petit patron qui veut rester éternellement patron ». Les révisionnistes au contraire se sont alignés depuis longtemps sur les positions poujadistes les plus réactionnaires parce qu'ils se situent justement dans la perspective électoraliste que condamnait Engels, parce qu'ils veulent conquérir les petits artisans et les petits commerçants « du jour au lendemain ». (Cela du reste, n'a pas été très payant pour eux, puisque leur association de petits commerçants reste pour le moment squelettique).

Les révisionnistes se sont associés sans réserve à la grève organisée le 16 avril par le « comité d'action provisoire des travailleurs indépendants », dirigé de fait par la confédération générale des P.M.E. Il s'agit d'un pas de plus dans la collaboration avec la bourgeoisie car la confédération des P.M.E. représente principalement les intérêts économiques de la moyenne bourgeoisie industrielle et commerciale.

Durant le mois de mai, son dirigeant Léon Gingembre a lancé une campagne très vive auprès des syndicats de base P.M.E. (dont certains voulaient se joindre au mouvement de grève) pour que les commerçants ne ferment pas leurs boutiques. Il déclarait ainsi dans la revue du grand patronat « Entreprise » : « Si nous avions joint nos doléances à celle des autres syndicats, en nous associant à la grève générale, nous précipitions la France dans un chaos irrémédiable... Sans aucune exagération je considère que nous avons maintenu le pays en vie, en lui évitant la paralysie totale de sa production et de sa distribution ».

Gingembre et la moyenne bourgeoisie qu'il représente ont reçu le prix de leur fidélité au pouvoir de la grande bourgeoisie. Dès le début de juin, des crédits spéciaux (prêts à 5 % remboursables en 18 mois et représentant 2,8 milliards de francs) étaient alloués aux P.M.E. Qui a profité pour l'essentiel de ces largesses ? Les petits commerçants ? Certes non. Ceux qui ont raflé le paquet ce sont les chefs d'entreprise de taille moyenne (soustraitants ou spécialisées dans une production donnée qui offraient au pouvoir certaines garanties de rentabilité). Ce tribut que la bourgeoisie monopoliste payait à la moyenne bourgeoisie a contribué à provoquer la crise monétaire de novembre en accentuant le déficit public. La politique d'austérité alors mise en place par le pouvoir gaulliste a entraîné un net ralentissement de ces aides et a accentué leur caractère sélectif.

On comprend alors que Gingembre puisse faire sa coquette vis-à-vis de de Gaulle.

La situation actuelle des petits commerçants et artisans est la suivante : leur ruine s'accélère avec la concentration capitaliste (qui a été stimulée largement par le gouvernement gaulliste).

Il est clair que la C.G.P.M.E. ne représente nullement leurs intérêts : les petits commerçants même s'ils n'ont pas un haut niveau de conscience politique s'en rendent parfaitement compte. A un meeting à la Mutualité, l'un des dirigeants de l'U.N.C.A.P. (association regroupant des petits commerçants à la base) déclare : « Léon Gingembre est administrateur au Crédit Lyonnais ; alors comment voulez-vous qu'il ne défende pas les super-marchés » (1).

Les vrais défenseurs des petits commerçants et artisans faut-il les chercher à l'U.N.C.A.P., dans le mouvement de l'isère ? Nous ne le pensons pas, car une bonne part de leur programme est effectivement réactionnaire. L'un des mots d'ordre scandé le 12 mars à Grenoble était « Nous voulons survivre ». Les communistes doivent expliquer aux petits commerçants et artisans que c'est impossible. Aucun mouvement politique ne peut les soutenir en tant que tels de façon conséquente. Que nos

amis petits commerçants se souviennent de Poujade qui prétendait les défendre contre les « gros ». On sait ce qu'est devenu Poujade ; maintenant, il marche la main dans la main avec le pouvoir qui représente les intérêts de la bourgeoisie monopoliste, qui les écrase d'impôts et réprime leur révolte avec ses C.R.S.

Tant que le régime capitaliste subsistera, la ruine des petits commerçants et artisans se produira de façon continue. Toute affirmation du genre « défendons la propriété familiale » est réactionnaire ; elle ne fait que perpétuer des illusions qui servent à consolider le système d'oppression.

Est-ce à dire que la révolte des commerçants à Bourgoin soit entièrement réactionnaire. Evidemment non. Nous pensons au contraire qu'elle est largement positive à plusieurs points de vue :

- Les revendications des petits commerçants et artisans relatives à l'assurance maladie sont parfaitement justes. Telle qu'elle est conçue, cette assurance représente de fait un impôt déguisé.

- Sont justes également les dénonciations des mesures fiscales discriminatoires.

Rappelons à ce propos Engels : « Nous prévoyons la disparition inévitable du petit producteur, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition ». Cela signifie que nous n'avons pas à rester indifférents devant les mesures du pouvoir qui, justement, hâtent cette disparition.



Les manifestants de Bourgoin.

Dans le mouvement actuel contre la fascisation du pouvoir d'Etat, la révolte des petits commerçants et artisans peut converger dans le mouvement anti-fasciste. A Toulouse le 1<sup>er</sup> avril, les commerçants se sont rendus devant le siège de l'O.R.T.F. pour protester contre le manque total d'objectivité du journal télévisé. A Bourgoin, les commerçants se sont heurtés violemment aux forces de répression de la bourgeoisie ; ils commencent à mettre en doute les mensonges relatés par la radio et la télé sur les événements de mai ; les paysans de la région ont eu l'exemple d'une révolte violente de gens qui ont une place dans les rapports de production semblable à la leur. Cet exemple peut être contagieux. Ça n'est pas un hasard si le « Figaro » prend tant de peine à critiquer les commerçants en révolte. Dans la conjoncture politique actuelle la grande bourgeoisie ne peut récupérer cette violence.

Les révisionnistes eux aussi pètent de trouille. Ils ont condamné immédiatement le pillage de la perception. Ils reprennent la chanson qu'ils avaient entonnée en mai : « des influences extérieures au mouvement des commerçants et des artisans visent à lui donner une orientation aventuriste, à la discréditer et à l'isoler ». Ce qu'ils proposent aux commerçants c'est d'abord une promenade « dans le calme et le respect de la vie citadine » ; puis, lorsque le ministre de l'Intérieur interdit la promenade, ils se rallient immédiatement au mot d'ordre de grève lancé par la direction des P.M.E. depuis longtemps démasquées par les petits commerçants.

Les petits producteurs, peu à peu, sauront reconnaître leurs vrais amis. Seule l'instauration du système socialiste pourra résoudre les problèmes qui les étouffent.

**Contribution d'un militant au problème des petits commerçants et artisans.**

(1) Que les révisionnistes s'acoquinent avec Gingembre n'est pas pour nous surprendre ; entre valets du capital on finit toujours pas se comprendre.



## MAO TSE-TOUNG SUR L'ÉDIFICATION DU PARTI



Le fondement théorique sur lequel se guide notre pensée, c'est le marxisme-léninisme.

« *Allocution d'ouverture à la première session de la 1<sup>re</sup> Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine* » (15 septembre 1954).

Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets.

« *Forces révolutionnaires du monde entier, unissez-vous, combattez l'agression impérialiste!* » (Novembre 1948).

Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires; une armée dirigée par un tel parti; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti; voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi.

« *De la dictature démocratique populaire* » (30 juin 1949).

En Chine, sans lutte armée, il n'y aurait de place ni pour le prolétariat, ni pour le peuple, ni pour le Parti Communiste, et aucune possibilité de victoire pour la révolution. C'est à travers les guerres révolutionnaires de ces dix-huit années (depuis la fondation du P.C.C.) que notre parti s'est développé, consolidé et bolchévisé, et sans la lutte armée, le Parti Communiste ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Les camarades du Parti ne doivent jamais oublier cette expérience payée de notre sang.

« *Pour la parution de la revue Le Communiste* » (4 octobre 1939).

Le Parti doit être composé d'éléments avancés du prolétariat; il doit être une organisation d'avant-garde, dynamique, capable de conduire le prolétariat et les masses révolutionnaires dans leur combat contre l'ennemi de classe.

Cité dans « *Allons au-devant de la victoire totale dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne* », éditorial de *Nouvel An 1968 du Renmin Ribao*, du Hongqi et du Jiefangjun Bao.

Il est certain, indubitable, que notre programme pour l'avenir, ou programme maximum, a pour but de conduire la Chine au socialisme et au communisme. Le nom même de notre parti ainsi que notre conception marxiste du monde indiquent clairement cet idéal suprême que nous voulons réaliser dans l'avenir, idéal infiniment beau et radieux.

« *Du gouvernement de coalition* » (24 avril 1945).

Les victoires que nous avons remportées dans la révolution et dans l'édification sont des victoires du marxisme-léninisme. Allier intimement la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la révolution chinoise, voilà le principe directeur suivi avec conséquence par notre parti.

« *Allocution d'ouverture au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois* » (15 septembre 1956).

Le front uni, la lutte armée et l'édification du

Parti sont les trois « armes magiques » du Parti Communiste Chinois, les trois armes principales pour vaincre l'ennemi dans la révolution chinoise.

« *Pour la parution de la revue Le Communiste* » (4 octobre 1939).

Armé de la théorie marxiste-léniniste, le Parti Communiste Chinois a apporté au peuple chinois un nouveau style de travail dont les éléments essentiels sont l'union de la théorie et de la pratique, la liaison étroite avec les masses et l'autocritique.

« *Du gouvernement de coalition* » (24 avril 1945).

Notre pouvoir, qui nous l'a donné? Ce sont la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens-pauvres, les masses travailleuses qui forment plus de 90 pour cent de la population. Nous représentons le prolétariat et les masses populaires; nous avons renversé les ennemis du peuple, et le peuple nous soutient. Un principe fondamental du Parti Communiste, c'est de s'appuyer directement sur les larges masses populaires révolutionnaires.

Cité dans « *L'Entrée du sang neuf prolétarien* », éditorial du Hongqi, n° 4, 1968.

Il faut faire comprendre à chaque camarade qu'aussi longtemps que nous prendrons appui sur le peuple, que nous croirons fermement aux inépuisables forces créatrices des masses, plaçant ainsi notre confiance dans le peuple et faisant corps avec lui, nous vaincrons n'importe quelles difficultés; et tout ennemi, quel qu'il soit, loin de pouvoir nous écraser, sera infailliblement anéanti.

« *Du gouvernement de coalition* » (24 avril 1945).

Un autre trait marquant qui nous distingue, nous communistes, de tous les autres partis politiques, c'est que nous sommes intimement liés aux masses les plus larges. Servir le peuple de tout cœur, sans nous couper un seul instant des masses; partir, en tout, des intérêts du peuple et non des intérêts de l'individu ou d'un petit groupe; identifier notre responsabilité devant le peuple avec notre responsabilité devant les organes dirigeants du Parti — voilà ce qui doit inspirer nos actes.

*Ibidem.*

L'opposition et la lutte entre conceptions différentes apparaissent constamment au sein du Parti; c'est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classes et des contradictions entre le nouveau et l'ancien existant dans la société. S'il n'y avait pas, dans le Parti, de contradictions et de luttes idéologiques pour résoudre les contradictions, la vie du Parti prendrait fin.

« *De la contradiction* » (Août 1937).

Il faut se mettre en garde contre l'apparition du révisionnisme chez nous, et plus particulièrement au sein de notre comité central.

Cité dans « *Saisir la contradiction principale, s'en tenir à l'orientation générale de la lutte* », article du commentateur du Hongqi, n° 7, 1967.

Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste. Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est

encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme.

« *Intervention à la Conférence nationale du Parti Communiste Chinois sur le Travail de Propagande* » (12 mars 1957).

L'histoire nous enseigne qu'une ligne politique et militaire juste ne naît ni ne se développe d'elle-même, paisiblement; elle naît et se développe dans le combat contre l'opportunisme « de gauche » d'une part, et contre l'opportunisme de droite d'autre part. Si l'on ne lutte pas contre ces déviations nuisibles qui sapent la révolution et la guerre révolutionnaire, si l'on n'en vient pas complètement à bout, il est impossible d'élaborer une ligne correcte, il est impossible de vaincre dans la guerre révolutionnaire.

« *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* » (Décembre 1936).

L'homme a des artères et des veines qui, par l'intermédiaire du cœur, permettent la circulation du sang, et il respire par les poumons, expirant le gaz carbonique et aspirant l'oxygène frais; c'est ce qui s'appelle rejeter l'altéré et absorber le nouveau. De même, un parti prolétarien doit rejeter l'altéré et absorber le nouveau pour être plein de dynamisme. Sans rejet des déchets et absorption du sang nouveau, le parti n'aura pas de dynamisme.

Cité dans « *L'Entrée du sang neuf prolétarien* », éditorial du Hongqi, n° 4, 1968.

Sans démocratie, il ne peut y avoir de centralisme correct, car, la divergence d'opinions et l'absence d'unité de points de vue rendent impossible l'établissement du centralisme. Qu'entend-on par centralisme? C'est avant tout concentrer les idées justes. Parvenir sur cette base à unifier les points de vue, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions, c'est ce qu'on appelle l'unité par le centralisme.

« *Discours prononcé en 1962 lors d'une conférence à laquelle 7 000 personnes ont participé.* »

Un communiste doit être franc et ouvert, dévoué et actif; il placera les intérêts de la révolution au-dessus de sa propre vie et leur subordonnera ses intérêts personnels. Il doit toujours et partout s'en tenir fermement aux principes justes et mener une lutte inlassable contre toute idée ou action erronée, de manière à consolider la vie collective du Parti et à renforcer les liens de celui-ci avec les masses. Enfin, il se souciera davantage du Parti et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste.

« *Contre le libéralisme* »

(7 septembre 1937).

Leur (les communistes) rôle d'avant-garde et leur exemple ont ici une importance extrême. Au sein de la VIII<sup>e</sup> Armée de Route et de la Nouvelle IV<sup>e</sup> Armée, ils doivent donner l'exemple par leur bravoure au combat, dans l'exécution des ordres, l'observation de la discipline, l'accomplissement du travail politique et le renforcement de l'unité interne.

« *Le Rôle du Parti Communiste Chinois dans la guerre nationale* » (Octobre 1938).

### ÉDITORIAL (suite de la page 1)

tement que ses agents au sein de la classe ouvrière, les Seguy et autres Krasucki, ne soient rapidement « débordés » par la base, c'est-à-dire par la masse des travailleurs. Les grandes luttes ouvrières et étudiantes de mai-juin 1968 continuent à dominer la scène politique française. La bourgeoisie ne peut plus désormais se débarrasser de l'obsession de leur spectre, qui hypothèque sa stratégie et sa tactique de classe.

C'est qu'en effet, la situation n'est plus la même depuis un an. Le printemps révolutionnaire de 1968 a tout bouleversé sur le plan de la lutte de classes, en ouvrant des perspectives nouvelles éclatantes. C'est seulement dans la voie d'un combat révolutionnaire prolongé, engageant de manière irréversible la classe ouvrière, unie et agissante, sous le signe de son idéologie prolétarienne, que réside la possibilité concrète des changements historiques nécessaires.

L'avant-garde marxiste-léniniste a aujourd'hui le devoir historique de se placer hardiment à la tête des masses. Elle n'y parviendra avec succès, qu'à condition de combattre sans réserve l'ennemi principal représenté par le révisionnisme moderne, tout en se démarquant sans cesse du grave danger que constitue le gauchisme.

Le 1<sup>er</sup> Mai verra s'affirmer le rôle décisif qui est imparti aux marxistes-léninistes dans l'organisation et la direction de « l'Unité à la base et dans l'action » des masses populaires de France.

Que le printemps 1969 prolonge et enrichisse l'espoir révolutionnaire immense mis au cœur de notre peuple par le printemps de 1968!

## Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai : FAISONS CONNAITRE NOS JUSTES MOTS D'ORDRE

A la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, rassemblons-nous derrière les banderoles des conseils ouvriers et comités de base, et faisons connaître de justes mots d'ordre tels que :

- 40 heures tout de suite sans diminution de salaires.
- Salaires minimum 1 000 F.
- A travail égal salaire égal.
- Supprimons les cadences.
- Libertés syndicales et politiques dans les usines.
- Retraite à 60 ans.
- Non au chômage, conséquence du capitalisme.
- Travailleurs français et immigrés un même combat.
- A bas la répression patronale!
- A bas la répression dans les universités!
- Des comités de base, des comités d'action partout!
- Unité à la base et dans l'action!
- Travailleurs étudiants un même combat!

- Travailleurs, artisans, petits commerçants un même combat!
- Front uni de lutte de classe!
- Ségué - Descamps - Bergeron, trahison!
- Négociation au sommet non, occupation des usines oui!
- P.C.F. trahison!
- A bas le pouvoir des monopoles!
- Vive la dictature du prolétariat!
- Vive le Marxisme-Léninisme!
- Vive la pensée de Mao Tsé-toung!
- F.N.L. vainqueur!
- Nixon-la- peste assassin!
- Palestine vaincra!
- A bas les nouveaux tsars, peuple tchèque vaincra!
- A bas l'impérialisme yankee!
- A bas l'impérialisme français!
- Nixon-Brejnev complices!
- A bas les nouveaux tsars, vive la Chine Rouge!
- Vive la Chine et l'Albanie, bastions du socialisme!
- Vive le Communisme!